

N° 317 juin 22

# *brennpunkt*

le magazine critique sur le développement

*drëtt  
Welt*



**Dossier**  
**La guerre des  
«ressources»**

L'ère de la pénurie.  
La première guerre  
de « l'ère du déclin  
énergétique »

Produire de l'hydrogène  
vert en Afrique pour  
l'Europe : entre  
incohérences, agendas  
cachés et réflexes  
néocolonialistes

Re-Imagining  
Peacebuilding  
in Development  
Cooperation

**Illegal settlements constitute a **war crime** under international law, but the European Union continues to trade with them and allow products to end up in your supermarkets.**

The European Citizen Initiative, an official democratic instrument of the EU, aims to pass a law to ban trade with illegal settlements, once and for all.



**Help us reach the 1 Million.**

**Each voice counts.**

Scan the QR code to sign the ECI



# edito

**A**ujourd'hui, la demande de ressources de toutes sortes, de l'eau au lithium, augmente rapidement. Ce numéro traite des conflits pour la vie et la nature (ou, en termes capitalistes, des conflits pour des « ressources ») qui caractérisent notre nouvelle ère de pénurie, fondée sur un système capitaliste multipolaire et en démondialisation. Ce paradigme, s'il n'est pas remis en question, promet davantage de guerres et de destruction.

La lutte pour un bien aussi fondamental que l'eau dans plusieurs régions d'Afrique, par exemple, est extrêmement inquiétante. C'est un facteur majeur des multiples crises humanitaires qui s'y déroulent et un présage qui suscite peu d'attention ou d'action malgré son ampleur. Dans le même temps, la recherche par l'UE de soi-disant « énergies vertes », telles que l'hydrogène au Maghreb et le lithium constitue une tentative de maintenir un mode de vie impossible et non durable qui a des connotations colonialistes évidentes. En examinant de plus près les dynamiques en jeu, les engagements tant vantés de l'UE en faveur des droits humains et de l'environnement semblent s'estomper.

Et à mesure que ces principes s'estompent, ce sont les restes toxiques du « développement économique » et du « progrès » qui apparaissent : l'expansion mondiale des zones de sacrifice, qui est définie et diagnostiquée dans une analyse de l'Amérique latine. La galerie de photos montrant certaines des zones de sacrifice est une tentative de rendre l'atrocité tangible. Elle est en effet horriblement réelle.

Ce qui est également très réel, mais qui reste abstrait et complexe, c'est le rôle de la spéculation financière dans la marchandisation et l'exploitation de la vie et la nature au nom du profit. Dans son article sur ce sujet, Antoniya Argirova montre comment nous pou-

vons tous contribuer personnellement, mais sans le savoir, à de tels projets douteux.

Nous pourrions continuer à descendre dans le terrier du lapin, en analysant les dernières frontières de la croissance cancéreuse toxique, comme l'exploitation minière de l'espace et l'exploitation des grands fonds marins... mais nous n'irons pas jusque là. Pour l'instant.

Nous allons plutôt nous pencher sur deux voies qui brisent le paradigme actuel. D'une part, il y a le travail effectué en faveur des droits de la nature et d'autre part, les perspectives de décolonisation de la coopération au développement et de la construction de la paix. Et enfin, avant de clore le dossier, nous examinons le conflit autour de la terre et du logement au Luxembourg.

Dans ce numéro de *brennpunkt*, nous revenons également sur les résultats troublants des récentes élections aux Philippines, où le fils de l'ancien dictateur Ferdinand Marcos a été élu président et la fille de l'actuel président Rodrigo Duterte, responsable de la mort de milliers de personnes dans sa « guerre contre la drogue » et de la répression brutale de la dissidence politique, est devenue vice-présidente.

La lecture de ce dossier est complexe et donne à réfléchir. Mais ce n'est pas le moment de fermer les yeux ou de se dérober par peur de notre « Zeitgeist ». S'il y a un trait commun entre la construction de la paix et les droits de la nature, c'est la nécessité d'un dialogue sérieux et l'élargissement de nos propres identités pour inclure les autres.

# *brennpunkt* *Sommaire*

## **Édité par**

Action Solidarité Tiers Monde  
136-138, rue Adolphe Fischer  
L-1521 Luxembourg  
Tél: 400 427-20  
Fax: 400 427-27  
RCS F603  
e-mail: bpn@astm.lu  
web: www.astm.lu

Photo Couverture: Unsplash

## **Comité de rédaction**

Antoniya Argirova, Raquel Luna  
et Julie Smit

## **Ont participé à ce numéro**

Edem Agode, Kokou Amega, Antoniya Argirova, Swati Bhatia, Juan Bordera, Elizabeth Bravo, Gabriela Cáceres, Kodjovi Detchinli, Engela Duvenage, Merle Groneweg, Asma Khalifa, Raquel Luna, Anne Müller, Bennett Oghifo, Kiran Pandey, Rivonala Razafison, Julie Smit, Mekonnen Teshome, Antonio Turiel, Maina Waruru, Nivit Kumar Yadav

## **Layout**

Camille Lassignardie

## **Impression**

Imprimerie Heintz, Pétange

Vous pouvez soutenir le magazine en faisant un don sur le compte CCPLU 71 11110102 3550 0000 (BIC : CCPLULL) avec mention « Brennpunkt 2021 » en n'oubliant pas votre nom et adresse complète. Renseignements: Chantale Mugisha  
Tél: 400 427-63  
e-mail: chantale.mugisha@astm.lu

Le Brennpunkt Drëtt Welt apparaît 4 fois par an. Tirage: 1000 exemplaires.

## **Reproduction/Nachdruck**

La reproduction des articles est autorisée à condition que la source soit mentionnée. Der Nachdruck ist frei unter der Bedingung, dass die Quelle angegeben wird.

Réalisé grâce à un appui financier de la Coopération luxembourgeoise.

Les opinions représentées dans la présente publication n'engagent que leurs auteurs.

## **Dossier**

- 6** L'ère de la pénurie. La première guerre de « l'ère du déclin énergétique »
  - 9** L'eau, l'or de l'Afrique : Une pénurie à l'échelle du continent oblige les Africains à dépenser plus pour l'eau que pour la nourriture
  - 12** Produire de l'hydrogène vert en Afrique pour l'Europe : entre incohérences, agendas cachés et réflexes néocolonialistes
  - 15** Tschüss Kohle, hallo Lithium?
  - 17** Zones sacrifiées en Amérique latine. Première partie
  - 21** Close to home: Réflexions sur la spéculation sur les matières premières en temps de crise et le rôle du secteur financier luxembourgeois
  - 24** Les arbres doivent-ils avoir des droits ?
  - 28** Re-Imagining Peacebuilding in Development Cooperation
  - 30** Entretien avec Nora Schleich
- ## **Perpectives**
- 33** The Marcos Dynasty Returns to Power after a campaign marked by disinformation and electoral irregularities
  - 35** Coin CITIM

**Dossier:**  
La guerre des  
«ressources»

6



# Dossier

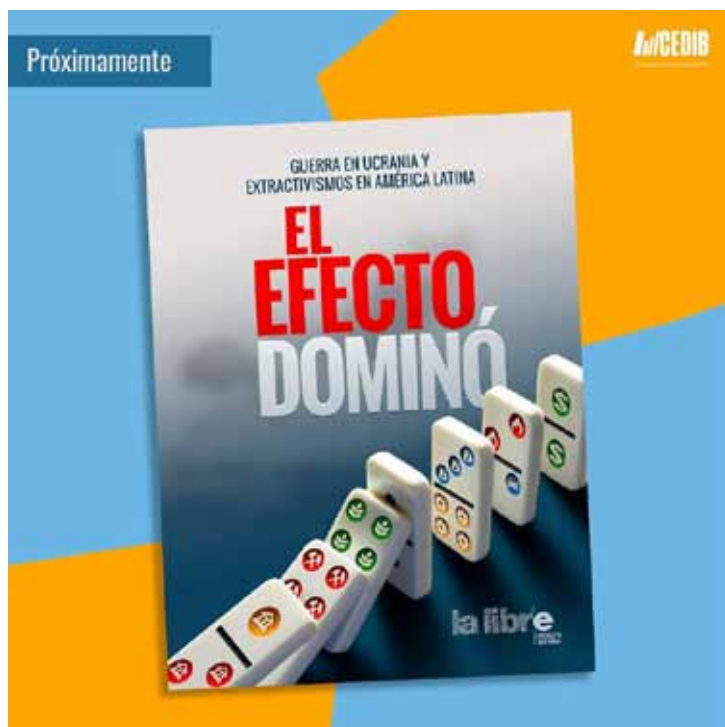
## LA GUERRE DES «RESSOURCES»

**L'ère de la pénurie. La première guerre de « l'ère du déclin énergétique »**



Antonio Turiel / Juan Bordera

Troisième chapitre du livre « El Efecto Dominó. Guerra en Ucrania y Extractivismos en América Latina » publié par La Libre en mars 2022 avec le soutien de l'ASTM. Compileur : Oscar Campanini.



Le 24 février 2022, les troupes russes ont envahi l'Ukraine. Lorsque les bombes russes ont commencé à tomber, une nouvelle ère a été inaugurée. La nouvelle guerre au cœur de l'Europe nous a pris par surprise, mais nous n'aurions pas dû être aussi surpris. On a beaucoup parlé des motivations géopolitiques et géostratégiques de l'invasion russe, des raisons qui ont conduit Vladimir Poutine à un acte d'agression aussi audacieux. En général, on essaie de comprendre, plutôt que de justifier, les raisons de cette atrocité. L'annexion du riche et russophile Donbass, le contrôle de la mer Noire, l'intention de mettre en place un gouvernement docile à Kiev ou le frein à l'expansion indigne de l'OTAN. Des raisons qui ont sans doute pesé lourd sur la main impitoyable qui dirige le Kremlin depuis des décennies. Mais il y a un facteur qui n'a pratiquement pas été pris en compte dans toutes ces discussions : l'énergie.

Ce n'est pas que l'on n'ait pas assez parlé, même superficiellement, de l'énorme dépendance énergétique de l'Europe à l'égard de la Russie, de l'impact de la diminution du flux de gaz vers le Vieux Continent, ou du nouveau gazoduc Nord Stream 2 qui relierait la Russie à l'Allemagne en traversant directement la mer Baltique. Mais toutes ces discussions nous renseignent sur les conséquences, les effets de la guerre. Ils ne nous parlent pas des causes énergétiques de cette guerre. Pas celles qui sont immédiates, mais celles qui sont plus profondes, plus radicales et plus cachées.

La Russie est l'un des rares pays à parler ouvertement du pic de production pétrolière. Ce moment où la production de pétrole atteint son maximum technique, économique et physique et commence inexorablement à décliner, quels que soient les investissements, les technologies et les innovations utilisés pour l'empêcher. Dans la lignée de déclarations antérieures allant dans le même sens, en 2021, le ministre russe de l'énergie a reconnu que l'extraction pétrolière russe ne reviendra probablement jamais aux niveaux pré-pandémiques, un geste d'honnêteté que l'on trouvera rarement dans un organisme public occi-



Conference at the European Parliament on Nordstream 2 (6th of April)

dental. Dans le même ordre d'idées, il est bien connu que la production de gaz naturel en Russie a pratiquement stagné pendant plus de deux décennies, avec une brève reprise ces dernières années grâce à la mise en ligne des derniers gisements, en Sibérie orientale. Et il n'y a plus de mouvement vers l'est.

Nous vivons au siècle des limites, et en Russie, plus que dans d'autres pays, cela est bien connu et même reconnu publiquement. Dans les cabinets du Kremlin, on sait bien que la manne actuelle de ressources minérales abondantes, l'énergie en tête, est passagère. Et c'est précisément pour cette raison qu'il est dans l'intérêt de la Russie de se positionner aussi bien que possible pour l'avenir. Contrôler l'accès à la mer Noire, neutraliser les menaces futures, contrôler la production céréalière mondiale... Tous ces objectifs s'inscrivent bien dans une stratégie possible pour faire face aux multiples pics d'extraction de matières premières qui nous attendent.

De l'autre côté de l'Atlantique, on joue aussi ses cartes. Alors que l'on commence à reconnaître que les jours de la manne du gaz de fracturation sont comptés, il est également dans l'intérêt des États-Unis de profiter de cette abondance tant qu'elle dure. Le seul marché terrestre dont disposent les États-Unis pour le gaz fossile est le Mexique, mais il est insuffisant pour leur capacité de

production actuelle. Afin de pouvoir le transporter par bateau, les États-Unis ont augmenté de façon exponentielle, ces dernières années, leur capacité de liquéfaction du gaz, et aujourd'hui, avec plus de 50 milliards de mètres cubes par an, ils sont le premier producteur mondial de gaz naturel liquéfié (GNL). Mais, bien sûr, le gaz liquéfié est beaucoup plus cher, et seule l'Europe pourrait l'acheter. C'est la véritable raison pour laquelle les États-Unis s'opposent depuis des années à la réalisation de Nord Stream 2 et mettent toutes sortes d'obstacles sur la voie du pacte russo-allemand : parfaitement approvisionnés en gaz russe moins cher, il n'y aurait pratiquement plus de marché pour le GNL américain.

Mais comment le géant américain a-t-il justifié son audace pour s'immiscer dans les affaires commerciales de deux autres pays ? L'excuse invoquée jusqu'à présent était d'empêcher l'Allemagne (et à travers elle l'Europe) d'être trop dépendante de la Russie en matière d'énergie, bien que cela soit difficile à défendre puisque l'Europe importe également de grandes quantités de charbon, de pétrole et même d'uranium enrichi de Russie. Maintenant, la guerre a rendu les choses beaucoup plus faciles. Et c'est ainsi que l'Allemagne a dû accepter à contrecœur que Nord Stream 2 ne sera plus ouvert, et annonce d'importants investissements dans des usines de regazéification pour recevoir le gaz de son ami américain... pour les

quelques années qui lui restent avant de commencer à décliner inexorablement.

Il existe peut-être une autre motivation, plus perverse, pour que les États-Unis s'intéressent à une guerre en Ukraine. À l'ère du déclin énergétique, il n'y aura pas assez d'énergie pour tout le monde. Pas comme avant. Et étant donné la forte interdépendance économique entre l'Europe et la Russie, si des sanctions sont imposées à la Russie, l'Europe en pâtira également, bien plus que les Américains.

Sans le gaz russe, l'Europe actuelle s'effondrerait en l'espace d'une semaine, et la promesse de réduire de deux tiers les importations de gaz en provenance du géant eurasiatique ne pourrait être tenue - en l'absence de fournisseurs capables de remplacer l'énorme quantité que les Russes nous envoient - que si le continent subit un véritable bouleversement économique, une contraction comme il n'en a jamais connu auparavant. Un effondrement de son métabolisme social qui serait nécessairement désordonné et chaotique. C'est pourquoi les sanctions européennes sont timides. De même, l'Europe ne peut pas soudainement couper ses liens avec le charbon russe, ni avec son uranium enrichi, et pourrait difficilement trouver un remplacement pour son pétrole. La Russie coulerait économiquement avec toutes ces sanctions, c'est vrai, mais l'Europe le ferait tout autant. Une situation que quelqu'un aux

États-Unis a peut-être calculée comme étant meilleure qu'une situation dans laquelle la Russie et l'UE en viendraient à se comprendre, forgeant une alliance très dangereuse pour les Américains, qui resteraient très isolés.

Ce que ces calculs n'avaient peut-être pas prévu, ce sont les retombées : consciente de la décomplexification de l'Empire et que le balancier semble déjà s'orienter vers l'Est, l'Arabie saoudite envisage de vendre son pétrole aux Chinois en yuan. L'Inde aussi. L'utilisation du dollar comme monnaie de réserve internationale est en péril, et avec elle le déclin plus qu'évident - surtout depuis le retrait en Afghanistan - de l'empire américain. Les États-Unis dépendent peu des produits énergétiques russes - c'est pourquoi ils se permettent d'interdire les importations en provenance de Russie - mais ils dépendent du fer, du nickel et de l'uranium enrichi russes. Et la Russie, qui n'est pas idiote, a également réagi par des interdictions. Cela n'était probablement pas prévu non plus.

*„Un monde véritablement multipolaire est en train de naître, alors que tout cela sonne comme le début de la démondialisation, qui était inévitable à moyen terme.“*

Un monde véritablement multipolaire est en train de naître, alors que tout cela sonne comme le début de la démondialisation, qui était inévitable à moyen terme. Mais c'est aussi le début d'une phase de sauve qui peut - ou qui a - qui pourrait être un désastre si elle enracine des haines et des vengeances qui entravent la collaboration nécessaire pour relever des défis urgents tels que le changement climatique, qui sont communs.

L'ère du déclin énergétique n'allait pas être un lit de roses, nous le savions. Le fait que les sources d'énergie non renou-

velables (pétrole, charbon, gaz naturel et uranium) qui nous fournissent près de 90 % de l'énergie primaire consommée dans le monde aient soudainement commencé à décliner n'était pas de bon augure. On a parlé de récession, de chômage, voire de révolte. Mais il est de plus en plus clair qu'elle signifiera aussi plus de guerres. Les guerres pour essayer de s'emparer de ressources vitales et les guerres pour aider quelqu'un d'autre partent à vau-l'eau.

La pénurie alimentaire compte parmi les détonateurs les plus mortels et les plus efficaces de ces guerres. Nous avons prévenu - avant le conflit - que la fossilisation (« dépendance aux combustibles fossiles ») et l'industrialisation de l'agriculture nous avaient amenés au bord d'une grave crise alimentaire mondiale, aujourd'hui exacerbée par le conflit, les sanctions et le contrôle russe sur le grenier de l'Europe : l'Ukraine.

La pénurie de céréales laisse présager de graves problèmes en Égypte, au Maroc, en Tunisie, en Algérie... Ces pays sont cruciaux pour l'Europe. Ils ont déjà connu en 2011 des printemps arabes provoqués par des pénuries alimentaires. Ajoutez à cela la difficulté d'accès à l'eau potable, et vous verrez le conflit entre l'Égypte et l'Éthiopie au sujet du barrage de la Renaissance, que les Égyptiens ont menacé de bombarder à plusieurs reprises. Visualisez la sécheresse qui touche de grandes parties de l'Amérique du Sud, de l'Amérique du Nord, de l'Europe ou de l'Afrique en raison du chaos climatique. Ajoutez à cela une Union européenne complètement dépendante des ressources minérales qui étaient autrefois fournies à bas prix par la Russie et qui devra désormais regarder ailleurs. Versez-y quelques gouttes de populisme et de manipulation médiatique croissante parrainée par les puissances économiques. Exacerberez les craintes de pénurie déjà formées pendant l'enfermement, agitez-les avec force pendant des semaines où la classe moyenne occidentale verra grandir sa peur de cesser d'exister à mesure que la précarité se développera. Regardez l'écume du militarisme s'élever, puis versez vous-mêmes l'infusion chaude et fumante. Et voilà : grâce à cette formule,

les pays européens vont même se lancer dans des guerres, cherchant à obtenir des ressources vitales pour maintenir un mode de vie désormais impossible. Et pour couronner le tout, un tel déploiement militaire sera vendu comme de l'autodéfense (c'est du moins ce que croira le téléspectateur européen et espagnol moyen). La guerre en Ukraine n'est pas la dernière : c'est la première de l'ère du déclin énergétique, celle qui marque le point de rupture. Un déclin qui, à moins que nous ne fassions quelque chose de rapide et de coordonné, se fera sous forme de coude, les pays se marchant sur les pieds en raison du manque d'honnêteté des gouvernements qui refusent de reconnaître que nous sommes entrés en collision avec les limites biophysiques de la planète. Dans cette descente énergétique chaotique et désordonnée, il y aura toujours une guerre dans une certaine Ukraine, que ce soit en Europe, en Amérique du Sud, en Asie ou en Afrique. En ce moment, il y a 17 autres guerres actives, en plus de celle qui fait la une des journaux du premier monde et qui ressemble parfois au prélude de la dernière.

Mais un autre déclin énergétique est possible. Il a toujours été possible et l'est toujours. Un système dans lequel les limites de la planète et les excès insoutenables des êtres humains « civilisés » sont assumés, où nous reconnaissons que celui qui est en face de nous n'est pas un ennemi à piller, mais un frère que nous ferions mieux d'embrasser avec force.

Brisons cette roue perverse et coopérons avant qu'il ne soit trop tard pour tout le monde. Non aux guerres. Maudites soient les guerres et les crapules qui les font.



# L'eau, l'or de l'Afrique : Une pénurie à l'échelle du continent oblige les Africains à dépenser plus pour l'eau que pour la nourriture



**Auteurs : Rivonala Razafison, Bennett Oghifo, Mekonnen Teshome, Maina Waruru, Engela Duvenage, Kiran Pandey, Swati Bhatia, Nivit Kumar Yadav**

**Chaque année, les femmes et les enfants d'Afrique passent 4,5 millions d'années à chercher de l'eau : Une pénurie à l'échelle du continent a fait de la chasse à l'eau un exercice quotidien et a obligé les Africains à dépenser plus pour l'eau que pour la nourriture.**

**T**out le monde est à la recherche d'eau dans ce pays insulaire, situé à 400 kilomètres de la côte orientale de l'Afrique, dans l'océan Indien. De la capitale aux banlieues, des villes aux villages, les habitants de Madagascar sont à la recherche d'eau 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7.

Des voitures et des charrettes, chargées de conteneurs vides, encombrant les routes étroites qui sillonnent la quatrième plus grande île du monde. Les organisations humanitaires rapportent que les gens errent parfois pendant des jours avant de trouver une flaque d'eau. Et lorsqu'ils y parviennent, c'est une nouvelle bataille pour recueillir quelques litres alors que des centaines de personnes se rassemblent autour.

Au cours de cinq des six dernières années, Madagascar a connu des saisons des pluies gravement déficitaires. Au cours des deux dernières années, les précipitations ont diminué de 40 %, soit le niveau le plus bas depuis trois décen-

nies. Depuis novembre dernier, Jirama, la compagnie des eaux du secteur public malgache, a mené plus de 30 opérations d'ensemencement de nuages. Il a bien plu dans les localités des hauts plateaux malgaches du centre du pays, mais le temps sec a rapidement suivi.

Avec le quasi-effondrement de l'agriculture, qui emploie 80 % de la population du pays, et avec 1,3 million des 27,7 millions d'habitants survivant grâce à l'aide alimentaire, le Programme alimentaire mondial a qualifié cette situation de « première famine » causée par le réchauffement climatique.

Pourtant, la faim est une préoccupation secondaire pour les gens d'ici. « Nous devons d'abord avoir de l'eau », expliquent de nombreuses personnes à Down To Earth (DTE). « Je reste éveillé jusqu'à minuit pour aller chercher de l'eau à la fontaine près de chez moi », raconte Hervé Leziany, un photjournaliste qui vit à Ambohibao Antehiroka, dans la banlieue ouest de la capitale Antananarivo.

Après minuit, il passe des heures près de la fontaine dont l'eau s'écoule goutte à goutte de 23 heures à 2 heures du matin. A Ikianja de la localité d'Ambohimangakely, dans la banlieue est d'Antananarivo, certains se réveillent à 1 ou 2 heures du matin pour aller chercher de l'eau au seul puits géré par la communauté dans le marais en contrebas.

« Le stock (c'est la référence populaire au niveau de disponibilité de l'eau) n'est pas suffisant pour tous. Si vous êtes en retard, vous devez attendre que le niveau de l'eau remonte pour avoir la possibilité de remplir les bidons. Le puits s'assèche rapidement alors qu'il faut des heures pour se réapprovisionner », explique à DTE Fetra R, un habitant.

Ce jeune homme de 25 ans et sa femme fournissent de l'eau aux résidents locaux qui ne sont pas couverts par les services de Jirama. Il y a encore quelques mois, ils facturaient 300 ariary (5,60 roupies) pour la livraison de 20 litres d'eau. Récemment, ils ont augmenté le tarif de 66 %, à 500 ariary (9,50 roupies), et envisagent une autre augmentation brutale de 40 %.

« Nous devons maintenant investir plus de temps et d'efforts pour collecter l'eau. Je vais facturer 700 ariary (13,20 roupies) / 20 litres si le problème persiste », dit Fetra.

*„L' « inflation de l'eau » est le nouveau terme économique qui gagne rapidement du terrain dans ce pays desséché. Les gens dépensent souvent plus pour l'eau que pour toute autre chose, même la nourriture.“*

L' « inflation de l'eau » est le nouveau terme économique qui gagne rapidement du terrain dans ce pays desséché. Les gens dépensent souvent plus pour l'eau que pour toute autre chose, même la nourriture. Dans la région du sud du

pays, la plus touchée par la sécheresse actuelle, les agriculteurs consacrent la moitié de leurs revenus quotidiens à l'eau.

« Vingt litres d'eau coûtent 2 000 à 4 000 ariary (37,70 à 75,40 roupies) en dehors d'Ambovombe, la capitale régionale », explique Tsimanaoraty Paubert, un homme d'affaires. La plupart des gens préfèrent donc recueillir de l'eau dans les flaques d'eau en bordure de route, même si elle est très polluée et contaminée. Cela a également conduit à des épidémies de maladies d'origine hydrique.

La sécheresse prolongée et l'inflation de l'eau à Madagascar sont paradoxales. Selon un exercice de comptabilisation du capital naturel soutenu par la Banque mondiale, la disponibilité annuelle d'eau renouvelable par habitant du pays atteint 13 169 mètres cubes - l'un des plus élevés au monde, quel que soit le paramètre.

« La perturbation actuelle est due à un changement important dans le cycle de l'eau. Elle se fait davantage sentir sur les hauts plateaux », explique Herinjanahary Ralaiarinoro, responsable de l'unité d'hydrologie au sein du département de mé-

téorologie du pays. La saison des pluies est devenue plus courte et ne parvient pas à réapprovisionner les aquifères.

Mamiarisoa Anzèla Ramarosandratana, responsable de l'adaptation aux techniques de pointe au sein du département de météorologie, prévient que le pays se dirige vers une nouvelle saison des pluies ratée.

Dans le cadre des objectifs de développement durable fixés par l'ONU, le pays s'est fixé comme objectif national de fournir de l'eau potable à tous d'ici à 2030. 43 % seulement du pays y a actuellement accès, mais la plupart des robinets sont à sec.

### Un problème panafricain

Madagascar reflète l'un des principaux défis du développement de l'Afrique : fournir de l'eau potable à tous. Selon l'outil de cartographie des risques liés à l'eau du World Resources Institute, un organisme à but non lucratif basé aux États-

Unis, l'Afrique est l'un des continents les plus touchés par le stress hydrique.

Environ un tiers de la population vit dans des zones sujettes à la sécheresse. Selon l'édition 2021 du rapport sur la situation des services climatiques (State of Climate Services) de l'Organisation météorologique mondiale, l'Afrique a été frappée au cours des cinq dernières décennies par 1 695 catastrophes liées à la météo, à l'eau et au climat, qui ont causé 0,73 million de décès et des pertes économiques de 38,5 milliards de dollars.

Alors que les inondations ont représenté 60 % des catastrophes et 4 % des décès, les sécheresses ont été à l'origine de 16 % des catastrophes et de 95 % des décès - les pertes humaines les plus élevées dues à la sécheresse dans le monde. C'est une double peine pour l'Afrique subsaharienne, où 90 % de la population rurale dépend de l'agriculture pour ses revenus et où 95 % de l'agriculture dépend de la pluie.

L'eau potable est une denrée très précieuse, en particulier en Afrique subsaharienne, où plus de 400 millions de personnes n'y ont pas accès. Au cours des dernières 25



© UNICEF Ethiopia 2016 Mulugeta

années, la population de la région a doublé, mais l'accès à l'eau n'a progressé que de 20 %.

Une étude de l'UNICEF a montré que 66 % de la population d'Afrique subsaharienne devait parcourir de longues distances à pied pour aller chercher de l'eau. Selon une estimation de l'ONU Femmes, les femmes adultes et les enfants d'Afrique subsaharienne passent 40 milliards d'heures par an à aller chercher de l'eau.

Cela équivaut à une année de travail de l'ensemble de la population active française ou, pour simplifier, à plus de 4,5 millions d'années - une période que l'homme moderne n'a pas encore parcourue sur l'échelle de l'évolution.

## La ligne de partage de l'eau

L'accès à l'eau potable est traditionnellement un défi rural, où les gens doivent parcourir de longues distances pour chercher de l'eau, que ce soit des rivières, des ruisseaux, des étangs, des puits ou des sources.

« Dans les zones rurales du Kenya, les coûts totaux moyens pour faire face à un approvisionnement en eau peu fiable ou éloigné sont d'environ 38 dollars par mois. En comparaison, la facture d'eau moyenne d'un ménage type de Nairobi relié à un système de canalisation n'est que de 4,46 dollars par mois », indique une estimation du lobby mondial de l'eau Water.org.

Cette comparaison met en évidence une charge économique qui pèse plus lourdement sur les clients ruraux non raccordés que sur les ménages raccordés au réseau. Wangai Ndirangu, responsable du renforcement des capacités au sein du réseau de gestion durable de l'eau WaterCap Kenya, affirme, cependant, que la situation est pire pour les pauvres des villes.

La croissance démographique dans les villes due à l'exode rural, associée à une planification et une gestion médiocres,

entrave l'accès à l'eau. « Avec près de 600 000 personnes au Kenya qui s'installent en ville chaque année, les infrastructures sont rapidement dépassées », explique M. Ndirangu :

Dans les zones urbaines du Kenya, l'eau est un facteur de pauvreté. Elle est moins accessible aux pauvres. Plus on est pauvre, moins on a de chances d'avoir accès à l'eau potable.

Le constat est partagé par le Bureau des droits de l'homme de l'ONU qui a entrepris en 2019 une étude pilote sur le droit à l'eau dans les quartiers informels du Kenya. Cette étude a constaté que si les zones urbaines bénéficient d'un meilleur accès que les zones rurales, les inégalités sont particulièrement criantes dans les quartiers urbains informels où les habitants dépendent de services d'eau peu fiables fournis par des prestataires formels et informels.

L'approvisionnement en eau a été privatisé par des « cartels » et la majorité des personnes interrogées consacrent plus de 3 % du revenu mensuel disponible au ménage à l'eau, ce qui est supérieur à la norme internationale en matière d'accessibilité financière, note l'étude.

La situation n'est pas plus rose en Afrique du Sud, où le tarif moyen de l'eau municipale était de 1 300 % plus élevé en 2020 qu'en 1996. Il devrait augmenter à un taux supérieur à celui de l'inflation, entre 6 et 10 %, indique Michelle Dickens, directrice générale de TPN Credit Bureau, dans un article de presse du 24 juin 2021.

En Somalie, où les conditions de sécheresse se sont aggravées après trois saisons des pluies consécutives inférieures à la moyenne, le prix de l'eau potable a augmenté de 170 % dans certaines régions. Selon l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture, au 17 décembre dernier, 3,2 millions de personnes dans 66 des 74 districts du pays étaient touchées par la sécheresse, dont 169 000 personnes déplacées à la recherche d'eau, de nourriture et de pâturages.

*„Au Nigeria, où 60 % de la population n'a pas accès à l'eau potable, le coût de l'eau a été multiplié par plus de trois en moins d'un an. “*

Au Nigeria, où 60 % de la population n'a pas accès à l'eau potable, le coût de l'eau a été multiplié par plus de trois en moins d'un an. Jusqu'en janvier 2021, un sac contenant 20 sachets d'eau ne coûtait que 80 naira (14,50 roupies). En octobre, il coûtait 250 naira (45 roupies).

Selon l'Organisation météorologique mondiale (OMM), 5 % du PIB de l'Afrique est perdu chaque année en raison de la pénurie d'eau. « La région MENA [Moyen-Orient et Afrique du Nord] est confrontée aux plus grandes pertes économiques attendues en raison de la pénurie d'eau liée au climat - estimées entre 6 % et 14 % d'ici 2050 », déclare Ferid Belhaj, vice-président de la Banque mondiale pour la Région Moyen-Orient et Afrique du Nord, dans un communiqué de presse du 23 août 2021.

Mais plus encore, elle a poussé l'Afrique dans un cercle vicieux de pauvreté, d'eau et de maladie. La « Vision africaine de l'eau pour 2025 » de la Banque africaine de développement, le document qui guide les pays du continent dans l'élaboration des politiques et des programmes relatifs à l'eau, indique qu'un accès insuffisant à l'eau et à l'assainissement provoque des maladies qui, à leur tour, entraînent des pertes économiques et une extrême pauvreté.

L'extrême pauvreté empêche également les gens de dépenser de l'argent pour avoir accès à l'eau et à l'assainissement. Comme le dit le document : « la moitié du travail d'une paysannerie malade sert à nourrir les vers qui la rendent malade ».

### Source

Première publication dans l'édition imprimée de Down To Earth (datée du 16-31 janvier 2022). Source: <https://www.downtoearth.org.in/news/water/water-africa-s-gold-pan-continental-shortage-forces-africans-to-spend-more-on-water-than-food-81195>

# Produire de l'hydrogène vert en Afrique pour l'Europe : entre incohérences, agendas cachés et réflexes néocolonialistes



Kodjovi DETCHINLI, Edem AGODE et Kokou AMEGA

Dans tous les pays du monde, l'urgence climatique obligeant, la question de l'énergie est devenue une question éminemment capitale, à la fois sur le plan économique, politique et sociétal. Elle est d'ailleurs de plus en plus au cœur des débats électoraux, notamment dans les démocraties européennes. Globalement, ces débats sont focalisés sur les sources d'approvisionnement à privilégier pour améliorer et sécuriser la disponibilité de l'énergie. On peut d'emblée se demander pourquoi ces débats abordent très peu les changements sociétaux à opérer pour réduire la consommation et le gaspillage de l'énergie. La réponse à cette question est très simple. Avec la mondialisation, tout est « marchandise », échangeable d'un bout à l'autre du globe, entre les pays qui en sont pourvus et les pays qui en sont dépourvus. Bref, avec le néo-libéralisme, le « marché » est devenu le « tout-puissant » mécanisme capable de résoudre tous les problèmes. Voilà qui donne le ton du présent article qui expose une réflexion africaine sur « le marché africain de l'hydrogène vert ».

Pour atteindre ses objectifs de réduction des gaz à effet de serre, l'Union européenne mise sur la production de l'hydrogène « à bas carbone » au Maghreb et en Ukraine. Plusieurs articles ont déjà été consacrés à l'analyse des retombées réelles de cette stratégie énergétique européenne sur les populations du Maghreb. Ces articles ont clairement décrypté et dénoncé les « agendas cachés » de cette stratégie énergétique verte, après avoir mis en exergue le revers de la

médaille qui représente d'énormes coûts sociaux et environnementaux rarement pris en compte. Avec la guerre en Ukraine, plusieurs pays de l'Union européenne se tournent davantage vers le Maghreb pour réduire leur dépendance vis-à-vis des énergies fossiles russes. Cette évolution majeure du contexte amène à aborder dans le présent article la question de l'hydrogène « vert » dans une perspective plus large de la place de l'accès aux ressources naturelles dans les relations entre l'Union européenne et l'Afrique.

## L'hydrogène « vert », l'énergie du futur ... associée à d'éventuelles externalités négatives

Grâce à son rendement énergétique élevé et à ses multiples utilisations, associés au fait que sa combustion ne rejette aucun gaz à effet de serre, l'hydrogène apparaît comme l'énergie du futur, nécessaire pour décarboner l'économie mondiale en général, particulièrement les secteurs polluants (raffinage du pétrole, fabrication des engrais azotés et de l'acier, transport, etc.).

Pour produire de l'hydrogène, il faut de l'énergie et de l'eau. L'hydrogène peut être polluant ou non en fonction des sources d'énergie utilisées pour sa production. Il est polluant (ou « gris »)

Les trois auteurs de l'article sont tous des Togolais résidant au Togo. Ils sont membres d'un think tank engagé contre le mal-développement de l'Afrique, dénommé « Dynamique Expertises-Contextes-Innovations et Développement Equitable durable », en abrégé DECIDE. Kodjovi DETCHINLI est Agronome, Environnementaliste et Socio-Economiste du développement, Consultant-Formateur pour le compte de plusieurs organisations internationales intervenant en Afrique, dont l'ASTM. Edem AGODE est Sociologue et Géographe, Spécialiste des questions d'employabilité et d'insertion socioprofessionnelle des jeunes, d'intelligence territoriale et de développement inclusif. Il est également le Secrétaire Exécutif de la DECIDE. Kokou AMEGA est Spécialiste en Energies Renouvelables, en Efficacité Energétique et en Planification énergétique, Doctorant en Changement Climatique et Energie au West African Science Service Centre on Climate Change and Adapted Land Use (WASCAL) dont le siège est basé à Accra (Ghana).

lorsqu'il est extrait des combustibles fossiles comme le gaz naturel.

L'hydrogène « vert » ou non polluant est l'hydrogène produit à partir des énergies renouvelables (solaire, éolienne, hydro-électricité). Pour produire de l'hydrogène vert à grande échelle, il faut donc de grandes superficies de terre et d'importantes quantités d'eau. Dès lors, la production d'hydrogène entre en concurrence avec l'agriculture, avec un risque élevé de destruction de certains systèmes agraires et de la biodiversité. C'est à partir de là que se pose la question des externalités négatives ou des coûts sociaux et environnementaux des grands projets de production de l'hydrogène.

Il est donc presque certain que tout grand projet de production de l'hydrogène s'accompagne de risques élevés d'accaparement des terres, d'inefficacité de l'utilisation de l'eau, d'exclusion, de paupérisation et de violation des droits des personnes vulnérables, et partant, de chômage et de migration, s'il omet de considérer ses éventuelles externalités négatives.

Autrement dit, d'importants risques de violation des droits économiques, sociaux et culturels sont associés à tout grand projet de production de l'hydrogène vert si celui-ci est conçu de manière non inclusive, dans une perspective purement commerciale, sur fond de délocalisation de la production pour des raisons de coût.

Dans les faits, ce type d'« accaparement vert » des ressources a déjà été observé dans le cadre de la construction de la centrale solaire de Ouarzazate au Maroc, la plus grande centrale solaire thermodynamique du monde, où les agriculteurs ont été soumis à des « ventes obligatoires de leurs terres à des prix extraordinairement bas », alors que la centrale consomme désormais entre deux et trois millions de mètres cubes d'eau par an pour refroidir les panneaux solaires.



© ESA / Copernicus Sentinel-2A

Ouarzazate Solar Power Station, March 2019

Ces faits illustratifs de l'impunité des multinationales et de la défaillance des détenteurs d'obligations comme l'Union européenne, l'Union africaine et les États africains, appellent à renforcer les capacités de la société civile africaine à promouvoir le devoir de vigilance et le droit des peuples à la souveraineté permanente sur leurs ressources naturelles.

### **La production de l'hydrogène vert en Afrique pour l'Union européenne : des incohérences diverses, des agendas cachés et des réflexes néocolonialistes qui interpellent**

La première incohérence qui interpelle concerne les risques de violation des droits de l'homme dans les grands projets de production de l'hydrogène vert en Afrique. En effet, l'exemple de la centrale de Ouarzazate amène à se demander comment l'Union européenne, chantre et apôtre des droits de l'homme, de la responsabilité sociétale des entreprises, de la justice climatique, etc. peut ignorer les risques de violation des droits humains dans le cadre de ses grands projets de production de l'hydrogène vert au Maghreb. Ce paradoxe amène de plus en plus d'Africains à douter de la sincérité (et donc à remettre en cause la crédibilité) de l'engagement de l'Union européenne à promouvoir les droits de l'homme à travers le monde. Ce paradoxe est particulièrement frappant dans le contexte actuel de la guerre en Ukraine, vu que la situation politique au Maghreb est caractérisée par des tensions entre le Maroc et l'Algérie au sujet de l'indépendance du Sahara occidental.

Deuxièmement, à y voir de près, l'hydrogène vert produit au Maghreb est conçu comme une ressource minière quelconque à extraire en Afrique puis à ex-

porter vers l'Europe, et ce, en ignorant les besoins énergétiques locaux. Pour reprendre les termes d'un article publié en décembre 2021 par Jeune Afrique<sup>1</sup> sur la question, il s'agit de « transporter le soleil du Maghreb en Europe grâce à l'hydrogène ». Bref, l'hydrogène vert en Afrique, c'est toujours et encore « **l'Afrique au service des intérêts européens** ». Pour bien d'analystes africains, cela rappelle les travers des relations entre l'Europe et l'Afrique comme l'esclavage, le colonialisme, la France-Afrique, etc. L'Afrique serait encore et toujours considérée par l'Occident comme une « bête de somme », corvéable à merci. Sinon, comment expliquer que les intérêts de l'Afrique et la place des générations futures africaines soient presque invisibles dans la stratégie énergétique verte actuelle ?

*„l'hydrogène vert produit au Maghreb est conçu comme une ressource minière quelconque à extraire en Afrique puis à exporter vers l'Europe, et ce, en ignorant les besoins énergétiques locaux.“*

En effet, analysant la nouvelle ruée vers l'Afrique dans le sillage de l'essor annoncé du marché international de l'hydrogène vert, Hamza Hamouchène,<sup>2</sup> un militant écologiste algérien basé en Angleterre, affirme que ces relations d'exploitation, de sous-développement et d'accaparement des terres « suivent un schéma colonial familier dans lequel vous avez la libre circulation de ressources naturelles bon marché du Sud vers le Nord riche, tandis que les coûts associés à leur extraction sont imposés aux peuples du Sud ». Les investissements nécessaires seront financés par les multinationales qui rapatrieront tous les bénéfices réalisés, sans même payer d'impôts dans les pays africains. La construction et la maintenance des infrastructures seront assurées presque exclusivement par les entreprises européennes, restreignant

ainsi le développement d'un marché local de biens et services énergétiques.

Troisièmement, le caractère « vert » de l'hydrogène produit au Maghreb peut être remis en cause. Si l'on considère le fait que pour transporter l'hydrogène via les gazoducs actuels, il faut le mélanger avec 95 % de gaz naturel, il apparaît que l'hydrogène dit « vert » ne fait que booster l'exploitation du gaz naturel pour le grand bonheur de l'industrie gazière. Il ne contribue presque en rien à décarboner les économies des pays maghrébins pendant que les agriculteurs et les systèmes agraires en paient un prix très élevé. Au final, tout porte à croire que l'hydrogène vert est une belle opportunité pour les multinationales de l'industrie gazière de vider le Maghreb, à la fois de ses réserves en gaz naturel, en terres et en eau potable.

*„Si l'on considère le fait que pour transporter l'hydrogène via les gazoducs actuels, il faut le mélanger avec 95 % de gaz naturel, il apparaît que l'hydrogène dit « vert » ne fait que booster l'exploitation du gaz naturel pour le grand bonheur de l'industrie gazière.“*

Enfin, s'il est vrai que l'énergie est un facteur clé de production économique, on est en droit de se demander comment les pays africains qui se positionnent fièrement sinon naïvement en pays exportateurs de l'hydrogène assureront leurs propres besoins énergétiques quand ils se seront vidés de leurs réserves en gaz naturel, en terres et en eau. Surtout sachant qu'avec la jeunesse de leur population, leurs besoins énergétiques iront croissants. Tout semble porter à croire que les pays africains qui participent

aveuglément à de tels projets n'ont aucune vision de développement à long terme, qu'ils ne font aucune analyse prospective ni aucune analyse coûts-bénéfices avant de signer les contrats énergétiques. Autrement, comment comprendre que des pays fortement vulnérables au changement climatique, confrontés aux défis de la raréfaction des terres cultivables et de l'eau, puissent se lancer dans de grands projets de production de l'hydrogène, non pas pour leurs propres besoins mais pour des besoins extérieurs ? Le contraste entre les politiques des pays africains et des Etats-Unis par exemple est particulièrement frappant. Pendant que les Etats-Unis constituent d'énormes réserves et retardent l'exploitation de leurs ressources énergétiques, on dirait que les pays africains se débarrassent gaillardement des leurs, sans aucune conscience des dangers que cela comporte à court, à moyen et à long termes.

### **L'hydrogène vert : une opportunité pour les pays africains s'il est conçu dans une vision de développement à long terme, de partage et d'inclusion**

Dans l'absolu, l'hydrogène vert représente une opportunité énorme pour l'Afrique s'il est bien pensé et porté par des valeurs de partage, de solidarité et d'inclusion. En effet, comme le dit si bien Hamza Hamouchène,<sup>3</sup> « si la priorité était de produire de l'hydrogène vert comme carburant pour décarboner nos propres économies en Afrique du Nord, ce serait au moins un projet souverain. Malheureusement, au contraire, toute la dynamique autour de l'hydrogène vert est plutôt pilotée de l'extérieur par des multinationales étrangères. Les pressions exercées par l'Europe sont énormes, mais si nous commençons par produire pour exporter, cela retardera notre propre transition verte en Afrique. Nous devrions faire

passer notre mix électrique à 70 ou 80 % d'énergies renouvelables avant même de penser à exporter vers l'Union européenne. »

Pour faire de l'hydrogène vert une opportunité pour l'Afrique, il faut que l'Union européenne et les Etats africains accordent dans les négociations des contrats énergétiques une attention sincère et conséquente à la trajectoire des besoins énergétiques locaux, à celle des systèmes agraires et à toutes les éventuelles externalités négatives, en veillant soigneusement « à ne laisser personne ni de côté ni à un sort injuste ». Les contrats et les partenariats énergétiques doivent être conçus dans une sincère approche fondée sur l'éthique et sur les droits de toutes les personnes et communautés concernées, loin des logiques de domination, de spoliation, de concurrence, d'exclusion, de maximisation des profits, bref, loin de toute logique de gagnants-perdants ...

#### Sources

<sup>1</sup> Voir <https://www.jeuneafrique.com/1278610/economie/comment-lunion-europeenne-veut-faire-du-maghreb-son-eldorado-de-lhydrogene/>.

<sup>2</sup> Voir <https://www.jacobinmag.com/2022/03/eu-germany-energy-green-hydrogen-repowerewestern-sahara>

<sup>3</sup> Voir <https://www.jacobinmag.com/2022/03/eu-germany-energy-green-hydrogen-repowerewestern-sahara>

# Tschüss Kohle, hallo Lithium?



Merle Groneweg, Powershift

**W**ährend sich das Zeitalter der fossilen Rohstoffe langsam, aber stetig dem Ende zuneigt, leuchtet das ein oder andere Metall hell am Horizont. Der grellste Stern ist Lithium: Kein Metall steht so sehr für das Versprechen von „sauberer Energie“ und einer darauf basierenden „grünen Ökonomie“. Lithium, benannt nach dem griechischen Wort für Stein (lithos), ist leicht und hoch reaktiv. Es leitet elektrische Energie besonders gut. Bereits heute gehen ca. drei Viertel des jährlich abgebauten Lithiums in Stromspeicher, Tendenz steigend. Doch während die in Smartphones und Laptops verbauten Lithium-Ionen-Akkus verhältnismäßig klein sind, sind die für den Antrieb eines E-Autos benötigten Speicherkapazitäten deutlich größer – und damit auch die Akkus und die Menge der darin verarbeiteten Rohstoffe. Wer sich mit Prognosen für den zukünftigen Lithiumverbrauch beschäftigt, erblickt stets dasselbe Diagramm: Einen niedrigen Balken, der die aktuellen Abbaumengen zeigt, und rechts daneben drei, vier weitere Balken, die den Lithiumverbrauch für 2025, 2030 oder 2050 prognostizieren. Sie basieren dabei auf verschiedenen Annahmen (zum Beispiel unterschiedlich ausgeprägte Nachfrage nach E-Autos, unterschiedliche Fahrzeugtypen, unterschiedliche Batteriemodelle), gehen

jedoch stets von einer vielfachen Steigerung des Verbrauchs aus. Die Prognosen für Entwicklung und Verkauf von E-Autos sind inzwischen eng verzahnt mit den Explorations- und Abbauaktivitäten sowie der Preisentwicklung des Leichtmetalls.

Und so geschieht, was lange Zeit undenkbar schien: In ganz Europa werden wieder Lagerstätten erkundet und erschlossen. Lithiumprojekte mit ganz unterschiedlichem Status<sup>2</sup> – das heißt, den verschiedenen Phasen zwischen Erkundung und Abbau – gibt es in Deutschland, Finnland, Frankreich, Großbritannien, Österreich, Portugal, Serbien, Spanien und Tschechien. Die Lithiumvorkommen im serbischen Jadar-Tal sowie den Lagerstätten in Deutschland und Portugal werden große Potentiale nachgesagt. Portugal ist auch der bisher größte europäische Lithiumproduzent, gleichwohl der Anteil an der globalen Produktion bei unter 2 Prozent liegt und damit eher geringfügig ist. Die Erzeugnisse gehen in die Keramik- und Glasindustrie. Das könnte sich mit großflächigem Lithiumabbau in der „iberischen Pegmatite“<sup>3</sup> in Spanien und Portugal bald ändern. Doch auch hier werden schwere Umweltschäden befürchtet,<sup>4</sup> beispielsweise bei dem Barroso-Projekt im Norden Portugals von dem britischen Unternehmen Savannah Resources. Anfang Februar hat die portu-

Merle Groneweg ist freie Mitarbeiterin bei Powershift. Der Fokus ihrer Arbeit liegt auf dem Rohstoffverbrauch von Autos sowie der Verschränkung von Rohstoff- und Handelspolitik. Außerdem interessiert sie sich für EU-China-Wirtschaftsbeziehungen. Sie hat regionalwissenschaftliche Studien in Berlin, Beijing und Paris (B.A.) studiert sowie globale politische Ökonomie in Kassel (M.A.).

giesische Umweltbehörde<sup>5</sup> grünes Licht für den Abbau gegeben, nun beginnt die nächste Phase der Planungen und Lizenzvergaben.

In Deutschland ist bisher vor allem das Zinnwald-Projekt bekannt. Hier würde der Bergbau in eine Region zurückkehren, die sogar nach einem Metall benannt ist und heute zu touristischen Besuchen in alte Stollen einlädt. taz<sup>6</sup> Auch hier würde das Lithium klassisch als hartes Gestein im Bergwerk abgebaut werden. Die Deutsche Lithium GmbH hofft, 2025 mit dem Abbau beginnen zu können. Bereits ein Jahr zuvor, im Jahr 2024, soll die Produktion im Oberrheingraben beginnen. Dort möchte das australische Unternehmen Vulcan Energy „geothermisch“ aus dem Rhein holen: Bis zu 200 Grad heißes Thermalwasser soll aus bis zu vier Kilometern Tiefe nach oben gepumpt<sup>7</sup> und dabei Lithium herausgefiltert werden. Die Produktion soll 2024 beginnen –noch allerdings fehlt eine Genehmigung für die Tiefenbohrung.

Der erzählerische Bogen, der in der Berichterstattung über die geplanten Vorhaben aufgespannt wird, ist zumeist derselbe: Der Lithiumverbrauch wird insbesondere aufgrund der steigenden Nachfrage nach E-Autos in die Höhe schnellen, die Prognosen überschlagen sich regelmäßig. Der Abbau und die Weiterverarbeitung von Lithium weist jedoch eine hohe geographische Konzentration auf – und Europa ist höchst importabhängig. Australien dominiert die Produktion und den Export von Lithiummineralien aus dem Hartgesteinsbergbau. China verfügt über den Großteil der weltweiten Raffineriekapazitäten.



© KORS via CEE Bankwatch Network

Die Unternehmen in der Volksrepublik produzieren große Mengen von Lithiumcarbonat und Lithiumhydroxid, vor allem aus den aus Australien importierten Mineralkonzentraten (Spodumen). Hingegen hält Chile, gefolgt von Argentinien, den größten Anteil am Markt für Lithiumcarbonat aus Solen. In den Salzseen der Anden, dem so genannten Lithiumdreieck zwischen Argentinien, Bolivien und Chile, werden äußerst große Vorkommen vermutet. Bei der Gewinnung von Lithium aus den Salzseen verdunsten jedoch hohe Wassermengen. In der chilenischen Salar de Atamaca Region – einer der trockensten Wüstenregionen der Welt – entfallen laut der Konferenz der Vereinten Nationen für Handel und Entwicklung (UNCTAD) bereits jetzt 65 Prozent des Wasserverbrauchs auf die Lithiumgewinnung. Bisher liegen kaum wissenschaftliche Erkenntnisse über die Auswirkungen auf die fragilen Ökosysteme vor. Aber auch hier sind nicht nur die ökologischen Folgen der Lithiumgewinnung umstritten. Ebenso dringlich ist die Frage, wer von dem Abbau profitiert – denn die Bevölkerung vor Ort tut dies bisher kaum.

Bei jedem Bergbauprojekt stellen sich aufs Neue sehr dringliche Fragen: Was sind die Umweltfolgen? Welche Unternehmen sind am Abbau beteiligt, welche Rolle spielen staatliche Behörden? Was sind die Auswirkungen für die lokalen Gemeinden? Wer profitiert von dem Projekt? Wer wird reich oder reicher, wer verliert sein Zuhause oder seine Ackerflächen, wer bekommt einen gut bezahlten Job oder einen schlecht bezahlten, wem werden Dividenden ausgeschüttet, wer wird wie entschädigt, wie hoch sind die Steuereinnahmen? Die Fragen sind so vielfältig wie komplex – und sie werden sich zukünftig in Europa wieder häufiger stellen. Viele Jahre ist eine Mine nach der anderen geschlossen worden – auch, weil die im Vergleich zur Konkurrenz höheren Umwelt-, Arbeit- und Sozialstandards den Abbau nicht mehr wirtschaftlich rentabel gemacht haben. Dieses Bild ändert sich nun. Umweltverbände, Klimagerechtigkeitsgruppen und progressive Parteien müssen sich vermehrt wieder mit den sozialen und ökologischen Folgen des Bergbaus auseinandersetzen.

In Serbien war in diesem Zusammenhang von einer „Öko-Revolte“<sup>8</sup> die Rede: Woche für Woche haben Demonstrierende in Serbien Ende letzten Jahres Straßen und Verkehrsknotenpunkte im ganzen Land blockiert. Anlass für den Protest: Der geplante Lithiumabbau im serbischen Jadar-Tal. Für das Bergbauprojekt müssten Dutzende Haushalte umgesiedelt und große landwirtschaftliche Flächen aufgekauft werden. Umweltschützer\*innen und Anwohner\*innen befürchten zudem, dass der geplante Abbau das Grundwasser irreversibel verschmutzen würde – in einer Region, die sich für rund ein Fünftel der landwirtschaftlichen Produktion Serbiens verantwortlich zeichnet. Aufgrund der andauernden Proteste hatte die serbische Regierung Mitte Januar die Genehmigung für den britisch-australischen Bergbaukonzern Rio Tinto zurückgezogen;<sup>9</sup> die serbische Premierministerin Ana Brnabic sprach von dem Ende des Projekts. Doch ob sich dies tatsächlich bewahrheitet, ist unklar. Im April wurde in Serbien neugewählt – und es ist durchaus möglich, dass die rechtskonservative „Serbische Fortschrittspartei“ (SNS), die die Regierung angeführt hatte, sich primär um ihre Wiederwahl gesorgt hat. Und die ist gelungen; Präsident Aleksander Vucic ist im Amt geblieben. Vor der Wahl hatte Rio Tinto bereits angekündigt, die ‚juristischen Grundlagen‘ des Rückzugs der Genehmigung zu prüfen. „Jetzt, wo die Wahlen hinter uns liegen, hoffen wir sehr, dass wir alle Optionen mit der serbischen Regierung besprechen können“, sagte ein hochrangiger Konzernvertreter<sup>10</sup> auf der jährlichen Versammlung Rio Tintos. Das Lithium aus dem Jadar-Projekt könne Europas Antriebswende sichern.

Klar, die Bedeutung von Lithium für die Verkehrswende liegt auf der Hand. Doch nun müssen auch die Auseinandersetzungen um die sozialen und ökologischen Folgen des Bergbaus wieder vermehrt auch in Europa diskutiert werden. Die Fragen, die sich Umweltverbände, Klimagerechtigkeitsgruppen und progressive Parteien stellen, werden dabei anderer Art sein als jene der Industrie. Im Fokus darf nicht primär die so genannte „Versorgungssicherheit“ oder der Aufbau geschlossener Wertschöpfungsketten stehen, sondern die Auswirkungen auf Klima und Umwelt ebenso wie

auf die anwohnenden Gemeinden. Zugleich werden Fragen aufgeworfen, die es im Kontext der globalen Gerechtigkeit und imperialen Lebensweise<sup>11</sup> zu diskutieren gilt. Ist es ungerecht, sich gemäß einer „not in my backyard“-Logik dem Abbau in Europa stets zu widersetzen? Oder geht es darum, sich für die absolute Reduktion des Rohstoffverbrauchs einzusetzen und damit grundsätzlich auch gegen die Neueröffnung von Minen? Klar ist, dass im Interesse von Klima und Umwelt die Gebote der Kreislaufwirtschaft im Vordergrund stehen müssen – und an vorderster Stelle jenes der Reduktion. Der Dreisatz aus „Lithium, E-Autos, Verkehrswende“ darf nicht unterhinterfragt übernommen werden: Nach wie vor werden an alternativen Antriebsvarianten und Batterieformen geforscht. Zugleich muss massiv in die Forschung und Entwicklung von Recyclingverfahren investiert werden. Und zu guter Letzt muss eine nachhaltige Verkehrswende weit über die Antriebswende hinausgehen: Priorität muss die Reduktion der Autos sein, nicht der Austausch von Motoren. Die übrig gebliebenen Autos müssen vor allem möglichst klein sein und einen möglichst hohen Anteil recycelter Rohstoffe beinhalten. Es gilt, die Energie-, Verkehrs- und Rohstoffwende zusammenzudenken.

#### Sources

Dieser Artikel ist eine aktualisierte und überarbeitete Version des Artikels «Tschüss Kohle, hallo Lithium?», der am 19. Februar 2022 im Online-Magazin klimareporter erschien. (<https://www.klimareporter.de/strom/tschuess-kohle-hallo-lithium>)

<sup>1</sup> <https://www.boell.de/de/dossier-kritik-der-gruenen-oekonomie>

<sup>2</sup> <https://www.mining.com/lithium-projects-key-to-the-race-to-secure-strategic-materials-report/>

<sup>3</sup> <https://kuleuven.sim2.be/lithium-mining-in-spain-portugal-is-within-the-realm-of-possibility/>

<sup>4</sup> <https://www.dw.com/de/portugal-lithium-krieg-hinter-den-bergen/a-59040654>

<sup>5</sup> <https://www.mining.com/web/portugal-may-launch-long-awaited-lithium-auction-within-two-months/>

<sup>6</sup> <https://taz.de/Lithiumschatz-im-Erzgebirge/!5122924/>

<sup>7</sup> <https://www.tagesschau.de/wirtschaft/technologie/der-deutsche-lithium-schatz-101.html>

<sup>8</sup> <https://www.dw.com/de/umweltprotest-in-serbien-die-%C3%B6ko-revolte/a-60034718>

<sup>9</sup> <https://www.bbc.com/news/world-europe-60081853>

<sup>10</sup> <https://www.mining.com/web/rio-tinto-keen-for-talks-to-revive-jadar-lithium-project-in-serbia/>

<sup>11</sup> <https://www.oekom.de/buch/imperiale-lebensweise-9783865818430>



# Zones sacrifiées en Amérique latine. Première partie



Elizabeth Bravo

**Introduction au livre „Las Zonas de sacrificio en América Latina: Vulneración de derechos humanos y de la naturaleza, 2021“<sup>1</sup>  
Edition générale par Elizabeth Bravo avec la participation de plusieurs organisations<sup>2</sup> et avec le soutien de l’ASTM.**

**N**ous entendons par zones sacrifiées les endroits où la pollution et la dégradation de l’environnement sont graves, où les gains économiques ont été privilégiés au détriment des personnes, ce qui entraîne des abus ou des violations des droits humains. Pour notre recherche, nous proposons que la zone sacrifiée soit affectée par plus d’une cause de pollution/dégradation environnementale.

Les zones rendues inhabitables, ou dans lesquelles les communautés vivent dans des conditions très précaires, parce que des bénéfices économiques, techniques ou militaires en ont été extraits, sont considérées comme des zones sacrifiées.

## Quelques considérations sur les zones sacrifiées

Dans la création des zones sacrifiées, il doit y avoir une intentionnalité de l’État, qui exerce des formes particulières de violence spatiale destructrice, et se justifie par les profits générés.

Dans ces zones sacrifiées, les États exigent que des secteurs de la population, considérés comme inférieurs, fassent

une offrande afin d’atteindre un bien supérieur, un bien universel, aux connotations morales, presque héroïques.

*„Dans ces zones sacrifiées, les États exigent que des secteurs de la population, considérés comme inférieurs, fassent une offrande afin d’atteindre un bien supérieur, un bien universel, aux connotations morales, presque héroïques.“*

L’historien Hugo Reinert (2018)<sup>3</sup> aborde la question des zones sacrifiées à travers l’analyse d’un conflit entre les éleveurs de rennes sami et un projet minier soutenu par le gouvernement sur la rive d’un fjord dans l’Arctique norvégien. Bien entendu, l’État mise sur le projet minier, sacrifiant ainsi toute la tradition sami d’élevage de rennes. Les exemples de ce type abondent en Amérique latine : des zones où des intérêts économiques ou politiques stratégiques sont en conflit avec d’autres

considérés comme moins précieux, tels que les communautés indigènes ou paysannes locales... ou la nature.

Un exemple en Équateur est le parc national de Yasuní, où vivent des communautés en situation d’isolement volontaire ou de contact récent, auxquelles les gouvernements en place demandent de se sacrifier pour extraire le pétrole brut présent dans le sous-sol, tout en connaissant les impacts routiniers et accidentels qui accompagnent cette activité ; ou en Argentine, où la fumigation pour la production agro-industrielle est considérée comme une « activité essentielle ».

Ainsi, sacrifier les pâturages des rennes en Norvège est justifié parce que cela « génère des emplois » en retour, sacrifier les forêts les plus riches en biodiversité du monde est justifié parce que l’Équateur doit vivre des revenus du pétrole. De cette façon, la violence sacrificielle est rendue invisible et justifiée (Reinert, 2018).

Le sacrifice compris de cette manière implique nécessairement la destruction, dans de nombreux cas irréversible, du site. La destruction fait implicitement partie du mécanisme de production de richesse ou de valeur.

Dans de nombreux cas, le sacrifice est futile, car le retour n’est pas garanti, et il faut donc faire un acte de foi (car le projet qui exige le sacrifice peut fonctionner ou pas), mais il y a toujours un calcul : combien de biodiversité peut-on sacrifier en échange d’un barrage ou d’une exploitation pétrolière. Ce qui entre en jeu, c’est que certaines communautés, certains quartiers, certains écosystèmes et même certains pays<sup>4</sup> sont considérés comme sacrificiables.

*„Le sacrifice compris de cette manière implique nécessairement la destruction, dans de nombreux cas irréversible, du site.“*

Bien qu'un accident ne puisse pas être considéré comme un sacrifice, car il n'y a pas d'intentionnalité, l'omission de normes ou de protocoles, ou la simple réalisation de travaux qui n'auraient jamais dû être effectués en raison de leurs risques, en font des zones sacrifiées. Pensez à l'« accident » de Tchernobyl, qui a été déclenché par des défauts de fabrication et d'exploitation, associés à des décisions politiques.

En Équateur, nous avons le cas de la régression de la rivière Coca, un processus apparemment naturel. Les deux oléoducs qui acheminent le pétrole brut destiné à l'exportation convergent dans cette zone, traversant une zone sismique avec la présence d'un volcan actif. Malgré les risques accumulés, la plus grande infrastructure de production d'électricité du pays, le projet Coca Codo Sinclair, a été construite ici. La rivière a été détournée dans une zone très fragile, provoquant un déséquilibre hydrogéologique. Le 7 avril 2020, les deux oléoducs se sont rompus en raison de l'érosion du lit de la rivière Coca. Bien que l'on parle d'un accident, les différentes décisions erronées des gouvernements en place ont fait de cette zone une zone sacrifiée.<sup>5</sup>

### **Concentration de travaux potentiellement destructeurs**

L'accumulation de projets, de travaux ou d'activités polluants est la forme la plus classique des zones sacrifiées. Dans la zone de Huasco - Chili, où convergent une exploitation minière, une usine de pelletisation du minerai de fer, un port et une centrale thermoélectrique, l'indice de pollution est de 80 %, raison pour laquelle elle a été déclarée zone « saturée ». Bien que les habitants de la ville et de ses environs aient entrepris diverses actions administratives et juridiques afin de suspendre au moins une partie des activités polluantes qui les affectent, les entreprises qui produisent la pollution continuent de mener leurs activités, dé-

passant même les normes établies. Dans ce cas, l'État est responsable d'avoir créé cette zone sacrifiée, d'avoir permis cette concentration d'activités et de ne pas avoir imposé le respect des normes environnementales.

Un cas similaire peut être observé dans la péninsule du Yucatán au Mexique, et dans le nord d'Esmeraldas, où les activités industrielles, l'extraction minière, l'expansion d'une multiplicité de formes d'agro-industrie se conjuguent, à ce qu'il faut ajouter la présence de l'armée.

### **La malédiction de l'abondance**

Pour reprendre les termes d'Acosta,<sup>6</sup> nous pouvons dire que les zones particulièrement riches en termes de qualité du sol, d'abondance de minéraux ou d'hydrocarbures, sont sacrifiées afin de générer des profits. Il appelle cela la malédiction de l'abondance. C'est le cas de la pampa húmeda argentine et du bassin inférieur du fleuve Guayas, des zones de très haute fertilité, dédiées à l'agro-industrie et aux agro-exportations, avec le ferme soutien de l'État. C'est également le cas des zones minières en Bolivie, dont les impacts vont au-delà de la zone d'exploitation, puisque leurs déchets contaminent des masses d'eau telles que les bassins des rivières La Paz et Suchez et le lac Poopó (deuxième lac le plus important du pays).

Ces zones sont sacrifiées pour l'agro-industrie et les agro-exportations, au détriment de la production alimentaire locale et de l'équilibre des écosystèmes.

### **Justice environnementale**

Lorsque les activités économiques ne sont pas nécessairement liées à la richesse d'un lieu, les zones sacrifiées sont choisies dans des endroits considérés comme moins précieux, d'un point de vue

social ou environnemental. Par exemple, le complexe de la raffinerie de Paraguaná au Venezuela était situé dans des zones côtières habitées par des populations de pêcheurs pauvres qui ont été déplacées et la zone transformée en zone sacrifiée.

Dans le cas du nord d'Esmeraldas, une zone affectée par l'exploitation minière et les plantations de monoculture de palmiers. La zone sacrifiée est également touchée par le racisme environnemental dans les territoires ancestraux, afro-équatoriens et indigènes. Il y a une accumulation de vulnérabilités.

### **Trois significations et portées du sacrifice**

1) Comme une négociation entre acteurs, traversée par des rapports de force, dans laquelle l'un gagne au détriment de l'autre. Un scénario « soit ceci/soit cela » est établi qui calibre les projections de croissance économique, de création d'emplois, d'augmentation de la richesse contre la conservation des écosystèmes, des économies locales ou du bien-être de la communauté.

2) Comme la transformation destructrice de la nature « en richesse sans friction évidente » par la naturalisation de la violence. Des dommages irréparables sont produits par des transformations douces avec les récits dominants de la richesse et du développement. Il part d'une ligne d'argumentation qui vise à rendre le sacrifice invisible et à discréditer les critiques.

3) C'est l'imposition d'un faux intérêt national, forçant la capitulation pour quelque chose de plus élevé, de plus précieux et de bon pour la société. Ne pas se rendre, c'est faire preuve d'égoïsme, car cela revient à renoncer aux avantages pour la société dans son ensemble, ou à l'aspiration universelle à la citoyenneté.

On parle d'aspirations universelles comme si nous avions tous la même échelle de valeurs et d'aspirations. On demande à des segments de la société

de sacrifier leurs terres ou leurs modes de vie pour que d'autres puissent avoir une vie meilleure, sous l'argument des aspirations universelles.

Tout cela fait du sacrifice une question de contrôle moral. La violence sacrificielle est omniprésente, cosmologique, elle est sur chaque route, dans chaque mine, dans chaque puits de pétrole. C'est pourquoi, selon Reinert, tous les arguments, actions et règlements qui justifient la violence sacrificielle doivent être remis en question, il faut y résister et les confronter. Leurs échelles de valeurs doivent être démantelées, leur logique démythifiée et révélée.

Les douze cas de zones sacrifiées étudiés dans le livre :

- Accumulation de facteurs de sacrifice
  1. Huasco, Chili
  2. La péninsule du Yucatán, Mexique
- Intentionnalité expresse : déclaration d'intérêt national
  3. Province d'Entre Rios, Argentine
  4. Yasuní, Équateur
- Intentionnalité par omission :
  5. Bassin supérieur de la rivière Suchez, Bolivie
- Construction du désastre :
  6. Bassin de la rivière Coca, Équateur
- Accumulation de vulnérabilités :
  7. Bassin du lac Poopo, Bolivie
  8. Nord d'Esmeraldas, Équateur
- Accumulation historique des dommages :
  9. Paraguaná, Venezuela
  10. Bassin inférieur du fleuve Guayas, Équateur
  11. Bassin du fleuve La Paz, Bolivie
  12. Plaine côtière du fleuve Doce, Brésil

La deuxième partie de l'article décrira brièvement les douze zones de sacrifice étudiées.

**Notes de bas de page :**

1. À l'invitation des rapporteurs spéciaux des Nations unies sur les droits humains et l'environnement (David Boyd) et sur les substances toxiques et les droits humains (Marcos A Orellana), certains réseaux et organisations d'Amérique du Sud se sont organisés pour présenter une série de cas sur les

zones sacrifiées dans la région. Les organisations sud-américaines sont : Acción Ecológica (Équateur), Oficina de Derechos de la Naturaleza (Équateur), Centro de Documentación e Información Bolivia (CEDIB), GRAIN (International), Observatorio de Ecología Política de Venezuela (Venezuela), Instituto de Salud Socioambiental de la Facultad de Cs. Médicas de la Universidad Nacional de Rosario (Argentine), Oilwatch, OCMAL (Observatorio de Conflictos Mineros de América Latina), RALLT (Red por una América Latina Libre de Transgénicos), RECOMA (Red Latinoamericana contra los monocultivos de árboles).

2. Oilwatch, OCMAL, RECOMA, RALLT, Oficina de Derechos de la Naturaleza, CEDIB (Bolivie), Instituto de Salud Socioambiental (Argentine), Observatorio

de Ecología Política (Venezuela), GRAIN et Acción Ecológica (Équateur).

3. Reinert H. (2018). Notes from a Projected Sacrifice Zone. ACME 17(2) : 597 - 617.

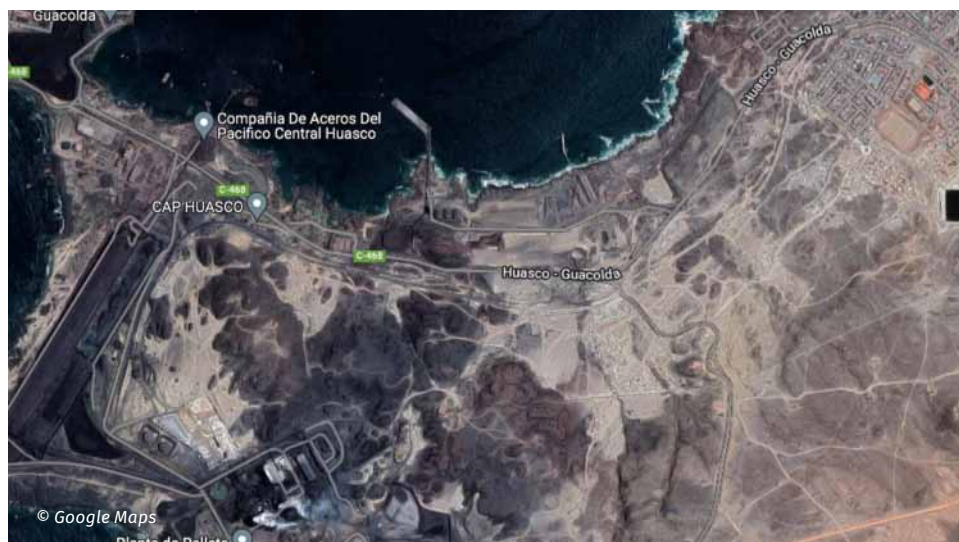
4. Pensons par exemple au trafic de déchets toxiques des pays du Nord vers certains pays d'Afrique. Voir par exemple <http://mundonegro.es/racismo-medioambiental-africa-basurero-de-occidente/>

5. Pour plus de détails, voir : <https://es.mongabay.com/2020/05/ecuador-rotura-oleoducto-ocp-petroleo/>

6. Acosta A (2009). La malédiction de l'abondance : un risque pour la démocratie. La Tendencia. Revista de Análisis Político. Quito : FES-ILDIS, Vol. 9 : 103-115.

**Galerie de photos des 6 zones sacrifiées :**

**1. Huasco – Chili :**



**2. La péninsule du Yucatán – Mexique :**



**Les experts demandent la suspension du train Maya jusqu'à ce que les études environnementales soient terminées.**

6. Bassin de la rivière Coca – Équateur :



© Elizabeth Bravo, Accion Ecologica

*Erosion de la rivière Coca*

5. Bassin du lac Poopo – Bolivie :



© NASA

*Lac Poopo en Avril 2012-2013 et en Janvier 2015-2016*

8. Nord d'Esmeraldas – Équateur



© Elizabeth Bravo, Accion Ecologica

*Zones de culture de palmiers à huile dans le Nord*

12. Plaine côtière du fleuve Doce – Brésil



© Romerito Pontes, de São Carlos, sob licença Creative Commons Attribution 2.0 Generic license

## Close to home



Antoniya Argirova

### Réflexions sur la spéculation sur les matières premières en temps de crise et le rôle du secteur financier luxembourgeois

« A la pompe: le prix du sans plomb s'envole », « le yo-yo continue à la pompe », « l'essence à la pompe: un nouveau record atteint », la chronique de l'évolution du prix du pétrole est devenue quasi-quotidienne dans les médias luxembourgeois. Si les articles se focalisent sur l'évolution des prix au centime près, il est rare de trouver des informations qui essaient d'aller au-delà des expressions superficielles d'un problème profond.

Peu après le début de la guerre en Ukraine, la chaîne de télévision Arte a diffusé le documentaire « Profits et pertes: Les spéculateurs de la crise et du chaos »<sup>1</sup> qui enquête sur le rôle joué par la spéculation sur les matières premières dans les différentes crises que nous vivons actuellement. Il fournit également une explication glaçante de cette volatilité des prix des produits de base qu'on observe actuellement et nous plonge dans une réalité peu connue, celle des rouages du secteur financier.

C'est un secteur qui est omniprésent dans le contexte national étant le plus grand secteur économique du pays mais qui paraît au premier abord abstrait et déconnecté de notre vie quotidienne si on n'y est pas employé. Or, l'utilisation de données et d'algorithmes pour parier sur les produits de première nécessité a un impact bien réel sur nos vies et celles de personnes à l'autre bout du monde car l'économie est de plus en plus centrée autour des marchés financiers.

### Le mythe du prix déterminé par l'offre réelle et la demande des consommateurs

Les articles dans les médias « mainstream » luxembourgeois répandent pour la plupart l'idée que les prix du blé ou du pétrole augmentent en raison de la diminution de l'offre de ces produits suite à la guerre en Ukraine. Mais cette fluctuation quotidienne des prix est aussi l'expression d'un autre phénomène, celui d'une bataille des prix sur les marchés financiers, qui fait que les cours des matières premières peuvent changer considérablement d'un jour à l'autre.

Les traders, les fonds spéculatifs et les banques peuvent spéculer sans limite sur les prix des produits de base afin de s'assurer le meilleur profit possible mais en même temps, ils font grimper les prix de ces produits en les rendant inaccessibles pour certaines populations. Par exemple, une grande partie des habitants de l'Afrique subsaharienne dépense plus de 50% de ses revenus pour la nourriture. A la moindre fluctuation des prix, des personnes risquent de ne plus arriver à se nourrir.

S'il y a une incertitude au niveau de l'offre de certains produits, cela attise l'appétit des spéculateurs pour ces produits car

l'hypothèse c'est que les prix vont augmenter. Il y a donc une augmentation de la demande venant des spéculateurs, qui fait grimper les prix, et elle ne fait qu'amplifier les difficultés d'accès à ces produits pour les consommateurs.

Un autre problème fondamental c'est que les prix reposent de plus en plus sur les hypothèses et les convictions des spéculateurs et pas sur des faits. Quand l'incertitude plane, c'est le moment de faire des profits même si l'hypothèse ne se confirme pas.

Le réalisateur du documentaire « Profits et pertes » donne l'exemple de la tentative de l'Etat islamique de s'emparer du territoire de l'Irak. Les spéculateurs ont fait grimper les prix à un niveau impossible en misant sur le fait que lorsque l'Etat islamique envahirait l'Irak, l'industrie pétrolière sera touchée. « L'Etat islamique ne parvient pas à interrompre la production de pétrole en Irak mais le simple fait de savoir qu'il se passe quelque chose là bas suffit de faire grimper les prix. », explique le réalisateur.

Les baisses spectaculaires du prix du pétrole en 2008, 2014 et 2020 (voir graphique) montrent que l'augmentation n'avait pas de lien avec la disponibilité réelle de ce produit mais résulte de la spéculation. Or, l'explosion de la bulle pétrolière ne reste pas sans conséquences. La volatilité des prix de ce produit affecte les économies et les politiques des pays producteurs et des pays exportateurs de ressources naturelles. Les conséquences pour les populations de ces pays, comme par exemple le Venezuela, sont bien réelles.

Le trader, lors qu'il introduit une série de chiffres dans un algorithme qui va l'aider à décider quand est le bon moment de vendre ou d'acheter, est déconnecté du monde réel sans prendre en compte les conséquences de ces activités. Par ailleurs, le documentaire explique que les spéculations sont de plus en plus réalisées non par des êtres humains mais par des algorithmes qui « cherchent des schémas dans le monde réel et exécutent ».



Evolution du cours du pétrole, Source: <https://prixdubartil.com/>

tent des transactions sur les matières premières.»

C'est l'incertitude qui fait l'aubaine des spéculateurs et la crise climatique représente « une opportunité » en or pour eux. La sécheresse, les inondations, les catastrophes naturelles sont tous des phénomènes qui leur permettraient en théorie de faire grimper les prix de produits dont nous ne pouvons pas nous passer et exacerber ainsi les problèmes de faim et de pauvreté dans le monde.

L'annonce récente de l'Inde d'arrêter les exportations de blé en raison de la canicule exceptionnelle qui règne sur le pays a eu un effet immédiat sur les marchés financiers...en faisant grimper à nouveau le prix.

## The elephant in the room: quel rôle pour le secteur financier luxembourgeois dans la spéculation des matières premières?

Etant le plus grand secteur financier en Europe hébergeant des centaines de fonds, il est difficile de ne pas s'interroger sur le rôle du secteur financier luxembourgeois dans la spéculation sur les matières premières. Étonnement (ou pas), il y a peu de débat public et politique sur cela. Le fournisseur de données Euronext Funds 360<sup>2</sup> révèle qu'il existe

plusieurs fonds domiciliés au Luxembourg qui investissent dans les matières premières, pour des milliards d'euros, proposés par des banques ou des assureurs de la « place » à leurs clients privés.

Mais qu'entend-on par spéculateurs ? Concernant la spéculation alimentaire par exemple, il faut faire la différence entre « les hedgers » (à ne pas confondre avec hedge funds) et « les spéculateurs », selon le réseau Financité.<sup>3</sup> Le critère de base pour distinguer l'un de l'autre est le degré de proximité avec les marchés physiques des matières premières. Les hedgers utilisent le marché des matières premières pour conclure des contrats à terme qui leur permettent de se protéger contre la fluctuation des prix qui sont influencés par une multitude de facteurs tels que les phénomènes météorologiques, les maladies. Par exemple, un producteur de soja qui vise à garantir un prix stable pour vendre sa récolte, ou un fabricant de pain cherchant à obtenir des prix stables auxquels acheter du blé. À l'origine, les marchés à terme des matières premières ont été développés à l'attention de ces acteurs, avec pour objectif de réduire leurs incertitudes quant au prix qu'ils vont payer ou recevoir pour les matières premières agricoles produites.

« Les mauvais spéculateurs » sont ceux qui sont déconnectés du marché des matières agricoles, qui n'ont aucune utilité pour le marché réel mais dont la participation contribue encore plus à la volatilité des prix et fait grimper ces derniers.

Il s'agit notamment de fonds indiciels qui peuvent spéculer sur les prix des contrats à terme des matières premières sur les marchés financiers sans s'impliquer dans la négoce de ces matières. La stratégie proposée à l'investisseur est de parier sur une hausse des prix des matières/premières qui composent l'indice.

Une autre stratégie jugée néfaste est celle du Trading Haute Fréquence (THF) qui consiste « à transmettre automatiquement et à très grande vitesse (des millièmes de seconde) des ordres sur les marchés financiers, sans intervention humaine, à l'aide de programmes informatiques complexes, appelés « algorithmes » basés sur les tendances de prix passés. Le THF ne détient de positions que pour des durées très courtes, alors que les hedgers cherchent des partenaires commerciaux à long terme pour réduire leur risque de prix. Ce mécanisme n'apporte dès lors que peu d'utilité au marché réel. Les activités de THF peuvent par contre provoquer de grandes fluctuations de prix d'un jour à l'autre et affecter ainsi d'une manière négative les producteurs et les autres acteurs du marché réel.

La base de données Euronext 360 montre qu'il existe bel et bien des acteurs domiciliés au Luxembourg qui proposent des fonds indiciels pariant sur les contrats à terme des matières premières. Par exemple, le fond luxembourgeois Lyxor Commodities Refinitiv/Core Commodity<sup>4</sup> de la banque Société générale suit l'évolution de l'indice de 19 matières premières dont les contrats à terme sont cotés sur les bourses de New York, Chicago et Londres. Parmi les matières premières, on retrouve le pétrole et le gaz naturel mais aussi le blé, le cacao, le sucre... même le jus d'orange. L'encours du fond s'élève à plus de 2 milliards d'euros selon la base de données.<sup>5</sup>

Quant au fond luxembourgeois Credit Suisse (Lux) Commodity Index Plus,<sup>6</sup> il vise à surperformer le Bloomberg Commodity Index, un indice boursier qui contient un très large éventail de matières premières.<sup>7</sup> Lumyna - Bofa MLCX Commodity Alpha UCITS,<sup>8</sup> un fond de l'assureur Generali, cherche à reproduire

l'indice de référence basé sur des sous-indices composés des principaux secteurs des matières premières : énergie, métaux de base, céréales et oléagineux.

Or, malgré l'existence de plusieurs mécanismes de placements financiers dans les matières premières via des fonds indiciaires depuis le Luxembourg, le sujet semble peu discuté dans les milieux politiques.

En 2012, le député Henri Kox avait posé une question parlementaire<sup>9</sup> afin de demander plus d'informations sur les fonds domiciliés au Luxembourg qui investissent dans les matières premières agricoles. A l'époque le Ministère des Finances avait répondu que ces investissements ne représentent que 0,04% du patrimoine global des fonds d'investissement domiciliés au Luxembourg, soit 900 millions d'euros. L'ONGD SOS Faïm avait réagi à l'époque en indiquant que ce montant représentait, malgré le faible pourcentage, trois fois celui de l'aide publique au développement et avait démontré ainsi un manque de cohérence au niveau des politiques pour le développement.

A la question du député si une meilleure réglementation s'impose, le Ministère avait répondu « la réglementation des fonds d'investissement est déjà très bien développée ».<sup>10</sup>

A présent, « l'investissement » sur les marchés des matières premières est même promue et rendue accessible au citoyen ordinaire. Dans les guides développés par les banques à l'attention des investisseurs privés, elles présentent d'une manière décomplexée la possibilité d'investir dans des matières premières.

Selon une enquête réalisée par la banque centrale du Luxembourg, les actifs financiers détenus par les manages au Luxembourg, c'est à dire, toute forme de placement financier, représente 33,9 milliards d'euros fin 2020, soit 30,8% du patrimoine total et leur part ne cesse d'augmenter. De plus en plus de citoyens risquent donc de se retrouver « investir » dans des matières premières dans le

cadre de leur épargne retraite ou assurance vie.

## Est-il possible de réglementer la spéculation sur les matières premières?

Accueillie initialement d'une manière positive par la société civile, la directive européenne MIFID II (directive concernant les marchés d'instruments financiers), adoptée en 2014 et entrée en vigueur en 2018, était censée réduire la spéculation excessive sur les denrées alimentaires. Elle a instauré des limites de positions que tout acteur financier peut détenir dans un instrument dérivé sur les matières premières afin d'éviter une concentration trop élevée de spéculateurs sur le marché.

Or, lors de la phase mise en oeuvre de cette directive, la dynamique avait profondément changé. Les standards techniques élaborés par ESMA (l'Autorité européenne des marchés financiers) ont été dénoncés par Oxfam pour avoir introduit de nombreuses failles et des exceptions qui contrecarraient les objectifs initiaux de la directive.<sup>11</sup>

Une mesure plus forte que les limites de positions serait, selon Financité, d'interdire sur les marchés dérivés de matières premières toute transaction n'impliquant que des opérateurs financiers. Toute spéculation déconnectée des marchés physiques serait ainsi interdite, notamment l'usage par les banques de produits indiciaires.

Une autre possibilité serait d'introduire une obligation de détenir des positions pendant un minimum de temps afin de ralentir les activités des investisseurs financiers, en particulier ceux qui pratiquent des transactions à haute fréquence.

Des voix isolées se lèvent ces derniers mois pour appeler à l'interdiction de la spéculation avec les matières premières

mais il est peu probable qu'elles soient entendues. Oxfam avait qualifié la législation d'application de la directive MIFID II comme « une lettre au père Noël du secteur financier ». Alors que les fonds actifs dans le domaine des matières premières sont actuellement très performants, il est difficile de s'imaginer comment les partisans d'une législation plus stricte pourraient gagner le bras de fer avec le lobby du secteur financier...

### Notes

<sup>1</sup> [https://www.youtube.com/watch?v=hj\\_eYfTRcpk](https://www.youtube.com/watch?v=hj_eYfTRcpk)

<sup>2</sup> <https://funds360.euronext.com>

<sup>3</sup> Financité, Spéculation alimentaire: quels sont les bons et les mauvais acteurs sur les marchés dérivés?, septembre 2013

<sup>4</sup> <https://funds360.euronext.com/opcvm/fiche/lyxor-commodities-thomson-reuters-corecommodity-crb-tr-ucits-etf-cap>

<sup>5</sup> Chiffre disponible au 16/05/2022

<sup>6</sup> <https://funds360.euronext.com/opcvm/fiche/cs-fund-lux-commodity-index-plus-usd-s/identite>

<sup>7</sup> <https://www.bloomberg.com/professional/product/indices/bloomberg-commodity-index-family/>

<sup>8</sup> <https://funds360.euronext.com/opcvm/fiche/merrill-lynch-mlx-commodity-alpha-fund-b5-eur-capitalisation/identite>

<sup>9</sup> [https://chd.lu/wps/portal/public/Accueil/TravailALAChambre/Recherche/RechercheArchives/lut/p/z1/nZC7DoJAEW\\_hS\\_YYXiXvDK7QEDABdzGUBESRQvj92uHtQrcbqbnHMzuUyXgallfM7T-Jhvy3h555Nyz-hzHppEakqUghl4ucZHEzIDutXIMGka4SN4McBgqC6yGPTAWotpvb4sLkQogYjC4Aq\\_Mf\\_btrnawClr-zWhHdAluAvNoGzNLMk21pUeB-AN0Gv764X6WUA8xiMowX6GTAgg!!/dz/](https://chd.lu/wps/portal/public/Accueil/TravailALAChambre/Recherche/RechercheArchives/lut/p/z1/nZC7DoJAEW_hS_YYXiXvDK7QEDABdzGUBESRQvj92uHtQrcbqbnHMzuUyXgallfM7T-Jhvy3h555Nyz-hzHppEakqUghl4ucZHEzIDutXIMGka4SN4McBgqC6yGPTAWotpvb4sLkQogYjC4Aq_Mf_btrnawClr-zWhHdAluAvNoGzNLMk21pUeB-AN0Gv764X6WUA8xiMowX6GTAgg!!/dz/)

<sup>10</sup> [https://chd.lu/wps/portal/public/Accueil/TravailALAChambre/Recherche/RechercheArchives/lut/p/z1/nZC7DoJAEW\\_hS\\_YYXiXvDK7QEDABdzGUBESRQvj92uHtQrcbqbnHMzuUyXgallfM7T-Jhvy3h555Nyz-hzHppEakqUghl4ucZHEzIDutXIMGka4SN4McBgqC6yGPTAWotpvb4sLkQogYjC4Aq\\_Mf\\_btrnawClr-zWhHdAluAvNoGzNLMk21pUeB-AN0Gv764X6WUA8xiMowX6GTAgg!!/dz/d5/](https://chd.lu/wps/portal/public/Accueil/TravailALAChambre/Recherche/RechercheArchives/lut/p/z1/nZC7DoJAEW_hS_YYXiXvDK7QEDABdzGUBESRQvj92uHtQrcbqbnHMzuUyXgallfM7T-Jhvy3h555Nyz-hzHppEakqUghl4ucZHEzIDutXIMGka4SN4McBgqC6yGPTAWotpvb4sLkQogYjC4Aq_Mf_btrnawClr-zWhHdAluAvNoGzNLMk21pUeB-AN0Gv764X6WUA8xiMowX6GTAgg!!/dz/d5/)

<sup>11</sup> <https://www.euractiv.fr/section/aide-au-developpement/news/la-directive-mifid-ii-peine-a-lutter-contre-la-speculation-alimentaire/>

# Les arbres doivent-ils avoir des droits ?<sup>1</sup>



Gabriela Cáceres

**S**i, comme dans la célèbre histoire d'Antoine de Saint-Exupéry, quelqu'un nous demandait « dessine-moi un arbre », quelle serait l'image que nous mettrions sur le papier ? Un tronc peint en brun, avec quelques branches et des feuilles vertes dessus ? Ou un tronc, des branches, des feuilles, de la terre et des racines ? Ou le tronc, les branches, les feuilles, la terre, les racines, la faune souterraine, les champignons, les insectes, l'air et les oiseaux ? Ou tout cela plus l'odeur des essences, le bruissement des feuilles, les souvenirs d'amours gravés sur le tronc et le sentiment de tranquillité qu'apporte la présence des arbres ?

Ce sont autant de représentations différentes de la nature qui préfigurent notre relation avec notre environnement et nous situent à une certaine place par rapport à lui. Face à la conjonction de crises (écologiques, politiques, économiques et civilisationnelles) que nous vivons actuellement, quels outils avons-nous pour y faire face et construire notre avenir ? Quand on sait qu'actuellement « on a créé plus de lois pour protéger la propriété intellectuelle des entreprises ou pour garantir les investissements que pour contrôler les activités qui affectent le métabolisme de la nature et pour préserver les territoires »,<sup>2</sup> il convient de se demander si les outils politiques et juridiques dont nous disposons sont adaptés à l'ampleur du désastre que nous avons causé.

## La crise écologique, une crise structurelle

Malgré les efforts considérables déployés par de nombreux acteurs publics et privés pour semer le doute sur la crise environnementale,<sup>3</sup> celle-ci est désormais une évidence objectivement irréfutable. Bien que certains secteurs du Nord global souhaitent concentrer le débat exclusivement sur la question du réchauffement de la planète (également appelé « changement climatique » ou « crise climatique »), celui-ci n'est qu'un des nombreux symptômes d'un système politique et économique plus large. La crise que nous traversons est la conséquence de ce que l'on a appelé le « développement » des sociétés industrielles, axé sur la surexploitation des ressources naturelles, la surproduction de biens de consommation et la création de modèles de consommation disproportionnés.

Ce modèle prédateur est basé sur un paradigme anthropocentrique, qui a donné à la personne humaine une place prééminente et disproportionnée, la mettant au-dessus de tous les autres êtres vivants, brisant ainsi les liens entre les sociétés humaines et les écosystèmes. La nature n'est ni la norme ni un refuge, l'être humain ne la considère que comme une ressource à son service, dans le meilleur des cas, comme le « milieu » dans lequel il vit. Réduire la discussion au changement climatique permet donc de détourner l'attention et d'éviter le débat sur la question fondamentale : l'existence de paradigmes et de visions du monde alternatifs au modèle hégémonique, et la confrontation d'intérêts que cela implique.

Au-delà de cet apparent dialogue de sourds, l'expérience de ces dernières années montre une progression constante de nouveaux concepts, normes et pratiques qui mettent à mal ce modèle univoque, dont l'inefficacité pour la préservation de la vie sur la planète a été démontrée.

*„le Sumak Kawsay fait de la vie en harmonie avec la nature un axe central, considérant l'humain comme un élément constitutif de celle-ci, un de plus, à côté des autres espèces vivantes.“*

## Les paradigmes alternatifs et leur influence sur la conceptualisation des droits de la nature

Sumak Kawsay,<sup>4</sup> qui a été traduit par « Bien Vivre », est un concept issu des cosmovisions andines d'Amérique latine, qui propose un horizon civilisationnel alternatif au capitalisme. En donnant la priorité à la vie, le Sumak Kawsay fait de la vie en harmonie avec la nature un axe central, considérant l'humain comme un élément constitutif de celle-ci, un de plus, à côté des autres espèces vivantes. À l'instar des écosystèmes, le Sumak Kawsay recherche la coexistence en communauté et « il est accompli de manière collective, complémentaire et solidaire, en intégrant dans sa réalisation pratique, entre autres, les dimensions sociale, culturelle, politique, économique, écologique et affective » (Ley Marco de la Madre Tierra, 2012, Bolivie).

L'émergence du concept est venue contredire la logique capitaliste, son individualisme inhérent, la monétarisation de la vie, la dénaturalisation de l'être humain et la vision de la nature comme



un objet. Les discussions autour du Bien Vivre ont relancé les réflexions et les formulations de modèles alternatifs au développement et, en dépassant la sphère strictement ethnique, elles ont ouvert la porte à des perspectives critiques sur des notions en vogue, telles que le « développement durable ». Depuis le début de ce siècle, la notion de Bien Vivre a été inscrite dans deux constitutions nationales (en Équateur et en Bolivie), a alimenté le débat et guidé les revendications des mouvements sociaux, a attiré l'attention du monde académique et a imprégné la diplomatie internationale.

L'Équateur, premier pays au monde à inclure les droits de la nature dans son système juridique, établi dans sa Constitution que la nature a droit à son existence, au maintien et à la régénération de ses cycles biologiques et évolutifs, de sa structure et de ses fonctions, ainsi qu'à sa restauration. La charte politique équatorienne propose une approche interculturelle, incluant la cosmovision andine et reconnaissant la nature comme la Terre Mère, une entité dont les humains sont une partie indivisible. Selon cette vision du monde, les communautés humaines, les territoires et la biodiversité ne sont pas des domaines séparés. Cette idée a été aussi reprise dans la Loi de la Terre Mère, dictée en Bolivie. De cette manière, ces cadres juridiques viennent réparer la fracture entre les êtres humains et la nature, permettant, au moins sur le papier, de protéger les droits culturels et territoriaux au niveau local, mais aussi de défendre les écosystèmes, même au-delà des frontières nationales.

### **Sumak Kawsay et l'approche «Harmonie avec la nature» de l'ONU**

Au sein des Nations unies, le Sumak Kawsay a été l'une des notions inspirant l'approche « Harmonie avec la nature », concrétisée par une résolution du même nom (2009), à partir de laquelle a été développé un vaste agenda.<sup>5</sup> Rassemblant

de multiples perspectives, il a réaffirmé le lien inextricable entre la nature et l'existence humaine, notant que la réciprocité entre les deux a été rompue par l'industrialisation et le colonialisme.

Les rapports « Harmonie avec la nature » sont l'une des compilations les plus critiques de l'économie néoclassique au sein du système des Nations unies. Remettant en question, par exemple, le paradigme de la consommation et la mesure du progrès au travers du produit intérieur brut (PIB),<sup>6</sup> les rapports présentent également une critique directe de la législation environnementale, soulignant comment le concept d'« environnement » a supplanté la considération de la nature elle-même, en fragmentant la protection des écosystèmes, en dosant les destructions autorisées et en entravant l'accès à la justice. Ainsi, on estime que des principes comme celui du « pollueur-payeur » sont étrangers à l'approche et on propose plutôt d'imposer des charges plus lourdes aux entreprises et d'intégrer au marché le coût de l'épuisement des ressources naturelles, les effets de la pollution, le changement climatique et la perte de biodiversité.

Au niveau législatif, il est recommandé d'accepter la nature comme source et guide et de créer ce que les rapports appellent une « jurisprudence de la Terre ». On appelle notamment à établir un devoir de protection de la planète, à rectifier les inégalités dans la répartition des richesses, à soutenir les organisations qui promeuvent des normes de protection, à réglementer l'extraction des ressources afin qu'elle ne dépasse pas la capacité de régénération de la planète, à prendre en compte le droit coutumier des cultures non occidentales et à mesurer les objectifs du Millénaire dans une perspective centrée sur la Terre. La création de tribunaux spécialisés et la limitation des droits de propriété ainsi que des droits des sociétés font également partie de l'arsenal des mesures suggérées.

Enfin, les rapports appellent à la promotion d'une « citoyenneté écologique », en allant au-delà de la simple sensibilisation et en concentrant les efforts des changements réels de valeurs et de compor-

tements. La création d'un nouveau type de gouvernance apparaît comme un élément fondamental, afin que les décisions environnementales incluent réellement toutes les parties prenantes, dans un modèle «de bas-en haut», garantissant l'accès à l'information et une influence réelle sur les décisions, et mettant en avant le rôle des cultures autochtones.

### **L'encyclique Laudato si' et le Sumak Kawsay**

La publication en 2015 de l'encyclique papale Laudato si'<sup>7</sup> a eu un impact profond qui a transcendé la communauté catholique, en raison de la force de son diagnostic et de la pertinence de son défi. Dans ce document, le pape lance un « appel urgent à prendre soin de notre maison commune » et présente un contenu très similaire à celui des rapports « Harmonie avec la nature ». En plus de décrire les grands problèmes environnementaux et sociaux de notre époque, le document dénonce l'anthropocentrisme et le paradigme technocratique, l'application de politiques erronées<sup>8</sup> basées sur la technologie ou l'autorégulation, ainsi que l'adoption d'une écologie superficielle.

Comme l'approche de l'ONU, l'encyclique inclut, entre autres, le principe d'interconnexion (« l'environnement humain et l'environnement naturel se dégradent ensemble »); le principe de responsabilité commune mais différenciée (« les pays qui ont bénéficié d'un haut degré d'industrialisation, au prix d'énormes émissions de gaz à effet de serre, ont une plus grande responsabilité pour contribuer à la solution des problèmes qu'ils ont causés »); le principe de la valeur intrinsèque des êtres vivants ; et le principe de participation sociale. Parallèlement, le pape souligne l'importance de la diversité des cultures humaines dans le maintien de la santé des écosystèmes et insiste sur l'attention qui doit être portée aux cultures locales et à la participation des acteurs sociaux dans le développement de ce qu'il appelle l'écologie culturelle.<sup>9</sup>

Les deux discours publics prônent donc une extension profonde du concept de citoyenneté, une extension qui dépasse la dualité entre la société et la nature.<sup>10</sup>

### **Les droits de la nature : un pas en avant historique**

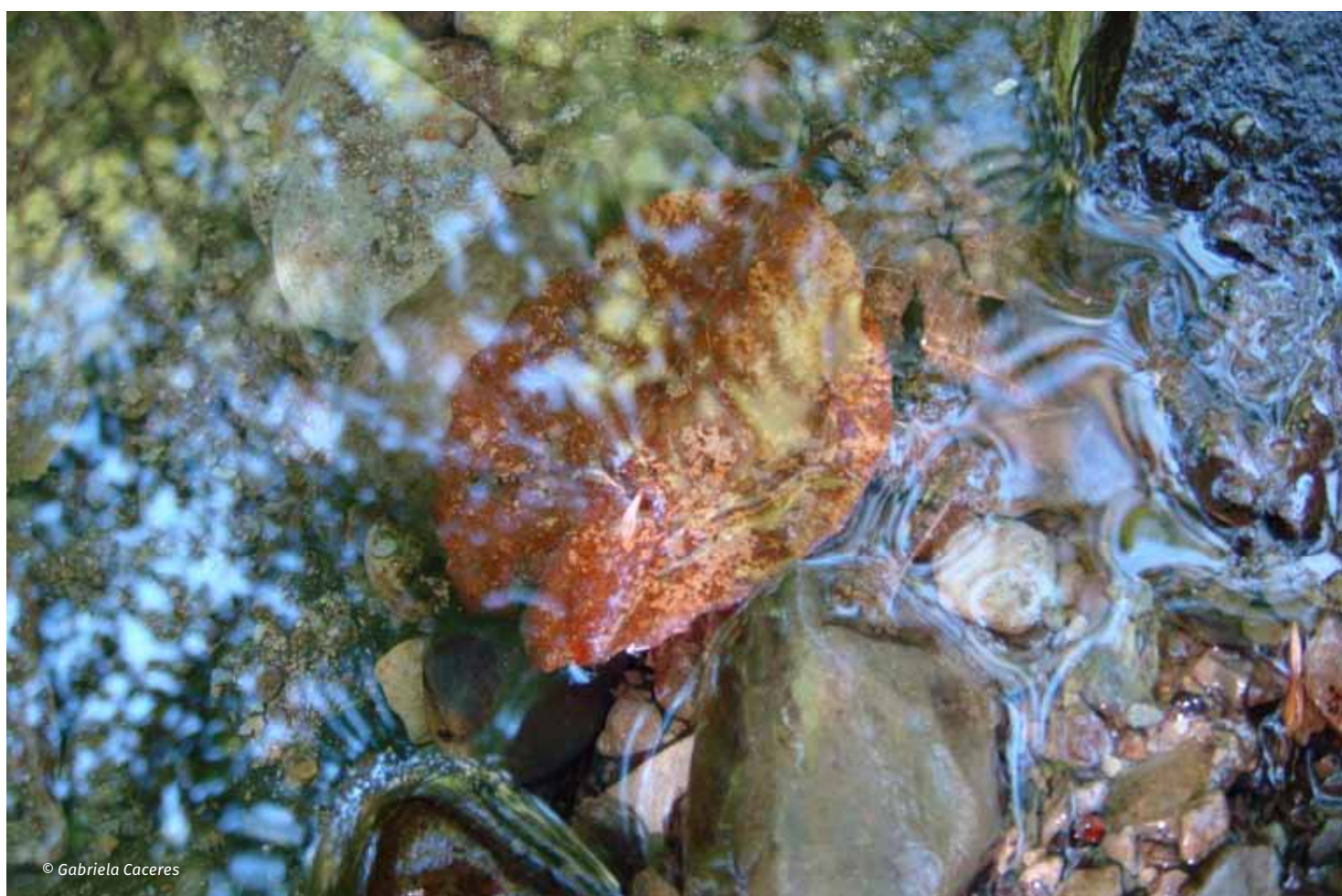
Dans une optique historique, les droits humains sont passés de l'affirmation de la liberté individuelle à l'égalité, puis de l'égalité à la solidarité et aux droits collectifs. Sur cette voie, les droits de la nature représentent un pas supplémentaire de la solidarité à l'harmonie.

La reconnaissance des libertés individuelles a été la réponse normative à la Seconde Guerre mondiale et à l'horreur que le pouvoir étatique avait engendrée. Bien que la Déclaration des droits de l'homme ne soit pas un document contraignant, sept décennies plus tard, ses principes sont acceptés comme une référence minimale et sont devenus une « coutume » internationale. À la fin des années 1960, au milieu des tensions Est-Ouest de la seconde moitié du XXe siècle, le Pacte relatif aux droits économiques, sociaux et culturels a mis sur papier des revendications telles que le droit à l'alimentation, au logement, à l'éducation, à la santé, à la sécurité sociale, à la participation à la vie culturelle, à l'eau et à l'assainissement, et au travail. Les droits dits de « troisième génération » sont apparus dans les années 1970, marquées

par des tensions Nord-Sud, et reconnaissent des droits collectifs, tels que le droit à la paix, à l'autodétermination, au développement et à l'environnement. Respirer un air pur et avoir accès à une nourriture non contaminée seront considérés comme des humains à partir de 1992. Il a fallu d'innombrables calamités sociales et écologiques pour obtenir cette reconnaissance.

Sur cette voie, l'inclusion des droits de la nature dans la Constitution de l'Équateur (2008) constitue un saut important de la solidarité à l'harmonie.

Comme le détaille Diana Murcia,<sup>11</sup> l'expérience dans ce domaine ne se limite pas aux pays latinoaméricains. Aux États-Unis, depuis 2006, plus de 40 ordonnances municipales ont accordé le



© Gabriela Caceres

statut de « personne » à différents écosystèmes. C'est le cas des ordonnances de Tamaqua (Pennsylvanie), Halifax (Virginie), Mountain Lake Park (Maryland), Santa Monica (Californie), Mora County (Nouveau Mexique), entre autres. En Nouvelle-Zélande, le parc Te Urewera a été reconnu comme une entité juridique en 2014, corroborant sa valeur intrinsèque et son importance pour la culture. Dans ce même pays, une loi de 2017 a reconnu la rivière Whanganui comme un être vivant indivisible, investi de droits, de pouvoirs et de devoirs. Pour sa part, en Colombie, la Cour constitutionnelle a reconnu en 2016 le fleuve Atrato comme une entité soumise à des droits et la Cour suprême a fait de même pour l'Amazonie colombienne, donnant raison, en 2018, à vingt-cinq enfants et jeunes gens demandant la protection de leurs droits en tant que génération future. En 2015, le tribunal de l'Uttarakhand, en Inde, a déclaré que deux rivières et les glaciers dont elles sont issues étaient des entités vivantes. Deux ans plus tard, le Parlement de Victoria en Australie a adopté une loi visant à protéger la rivière Yarra en tant qu'entité naturelle vivante intégrée au patrimoine culturel de la communauté. Enfin, l'Assemblée constituante au Chili, quant à elle, a intégré les droits de la Nature dans la Constitution qui sera soumise à un référendum fin 2022.

*„Cela étant, les différents agendas internationaux, les constitutions nationales, de nombreuses décisions de justice et de multiples ordonnances locales n'ont pas suffi à enrayer le processus de dégradation des conditions de vie sur la planète.“*

## Les lois ne suffisent pas

Cela étant, les différents agendas internationaux, les constitutions nationales, de nombreuses décisions de justice et de multiples ordonnances locales n'ont pas suffi à enrayer le processus de dégradation des conditions de vie sur la planète. Les documents politiques qui ont tracé la voie en Équateur et en Bolivie, ont davantage servi à gonfler les discours diplomatiques qu'à protéger réellement les socio-écosystèmes. Quelle que soit la qualité d'un principe, d'un critère, d'une norme ou d'une institution, s'il est installé dans une logique de domination, il ne peut opérer que comme un dispositif de domination supplémentaire.

Afin de fonctionner comme de véritables outils de changement, les normes doivent avoir des racines sociales solides et être accompagnées d'une volonté politique permettant la création d'une nouvelle culture juridique. Il est également essentiel que des citoyens actifs et organisés soient capables de surveiller et de remettre en question la classe politique, en intégrant, entre autres, la perspective intergénérationnelle. Il est nécessaire de construire des dynamiques et ouvrir des espaces de participation larges et inclusifs permettant d'aller au-delà de la représentation traditionnelle des voix du premier monde, des experts et des représentants de l'État, et d'intégrer la voix (critique et résistante) des peuples, des communautés et des organisations sociales. Il faut que les réglementations prévoient de nouvelles formes de gouvernance et de gestion des ressources et des biens naturels. Il est essentiel de cesser d'éviter le débat politique et de reconnaître les tensions causées par le déséquilibre des pouvoirs entre les entreprises, les États et les communautés. Il est essentiel de resituer le débat écologique et de dénoncer la captation, la banalisation ou la perversion de concepts qui s'incarnent dans des discours à la mode, comme celui du développement durable, et qui masquent les dynamiques d'abus et tendent à confiner les paradigmes alternatifs dans l'espace de l'utopie et de la pensée symbolique.

Le passage de la nature-objet à la nature-sujet a commencé. Elle est vivante dans les perceptions des peuples autochtones, a été reprise par divers juristes, a fait irruption dans les scénarios internationaux et a infiltré les espaces institutionnels. La nature réclame un nouveau visage.

### Notes

<sup>1</sup> Tiré du livre «Should trees have standing? Law, Morality and the Environment», (1972) Christopher Stone.

<sup>2</sup> A. Maldonado et E. Martínez «Los derechos humanos y las leyes de la naturaleza» dans Esperanza Martínez et Adolfo Maldonado (ed), «Una década con Derechos de la Naturaleza», série La Naturaleza con derechos, Editorial Abya Yala, 2019.

<sup>3</sup> Entre 2000 et 2003, Exxon Mobil a dépensé près de 9 millions de dollars pour contester la réalité du réchauffement climatique. Maldonado, A., «Un indicador para el Sumak Kawsay», Clínica Ambiental, 2013.

<sup>4</sup> Ce concept sera approfondi dans une édition spéciale du Brennpunkt qui sortira au dernier trimestre 2022.

<sup>5</sup> Plus d'informations sur <http://harmonywithnatureun.org/>.

<sup>6</sup> Murcia, Diana, «Estudio de la cuestión en los ámbitos normativo y jurisprudencial», dans Esperanza Martínez et Adolfo Maldonado (ed), op.cit.

<sup>7</sup> [https://www.vatican.va/content/francesco/fr/encyclicals/documents/papa-francesco\\_20150524\\_enciclica-laudato-si.html](https://www.vatican.va/content/francesco/fr/encyclicals/documents/papa-francesco_20150524_enciclica-laudato-si.html)

<sup>8</sup> Comme l'achat et la vente de crédits carbone, qui semble être une solution rapide et facile, mais qui peut devenir un «expédient qui permet de soutenir la surconsommation dans certains pays et secteurs». Paragraphe 171.

<sup>9</sup> «Les solutions purement techniques courent le risque de s'occuper des symptômes qui ne répondent pas aux problématiques les plus profondes. Il faut y inclure la perspective des droits des peuples et des cultures, et comprendre ainsi que le développement d'un groupe social suppose un processus historique dans un contexte culturel, et requiert de la part des acteurs sociaux locaux un engagement constant en première ligne, à partir de leur propre culture.». Paragraphe 144.

<sup>10</sup> Voir à ce sujet les travaux de Philippe Descola et son livre «Par-delà nature et culture» (2005). Certains éléments sont expliqués dans cette vidéo: <https://youtu.be/dDQwScl56ho>.

<sup>11</sup> Murcia, Diana, op.cit.

# Re-Imagining Peacebuilding in Development Cooperation



Asma Khalifa

In our world today, there are several conflicts and wars driven by zero sum political games. This challenges peace everywhere. More than ever improvements to the work of developmental cooperation in conflict transformation and peacebuilding is needed. This means that we need to revisit what the terms “conflict transformation” and “peacebuilding” mean, discuss how we can transform power within them, and learn from past failures and successes. These terms often lose their impact as they are misused as a tool for international relations posturing, and by governments and UN agencies to politicise development work. In a sense, development and peacebuilding are political in nature but should not be used by short term agendas of governments interests.

Before I delve deeper into the discussion of the future of what developmental cooperation and peacebuilding could look like, I would like to introduce several different definitions for Peacebuilding and highlight how peacebuilding processes are affected by the varying approaches governmental and non-governmental institutions adopt as a result of the definition.

The term “peacebuilding” is defined by the United Nations as “strengthening national capacities at all levels for conflict management, to lay the foundation for sustainable peace and development.”<sup>1</sup> The organization Conciliation Resources on the other hand defines it as a long process centred around the dialogue of different social groups and transformation. The focus here is on social change, driven by community’s own agency.<sup>2</sup> According to International Alert peace-

building is also a dialogue process that involves reconciliation “peacebuilding is done collaboratively, at local, national, regional, and international levels. Individuals, communities, civil society organisations, governments, regional bodies, and the private sector all play a role in building peace.”<sup>3</sup>

*„I see “peacebuilding” as a holistic process in which communities and individuals contribute to building an infrastructure for peace. This means addressing root causes on multiple levels and across sectors.“*

The contrast in perspectives on the process is quite evident in these definitions, while the UN mostly takes a hard security measure/approach, exclusive to governments, other organisations see it as a collaborative effort centred around dialogue among different groups at different levels. I tend to agree with them. I see “peacebuilding” as a holistic process in which communities and individuals contribute to building an infrastructure for peace. This means addressing root causes on multiple levels and across sectors. Peacebuilding as I see it, is a continuous process since it serves as both preventative of conflict and constructive for structural and societal transformation.



Asma Khalifa is a Libyan activist and researcher who works on human rights, women’s rights, and youth empowerment. She has spent her career contributing to the building of Libya’s civil society and has worked on peacebuilding and conflict transformation in the country. For her efforts, Khalifa received the 2016 Luxembourg Peace Prize, in 2017, she was named one of the “100 Most Influential Young Africans” by the Africa Youth Awards. Khalifa is also the co-founder of Tamazight Women’s Movement and of the Khalifa ihler institute, [khalifahiler.org](http://khalifahiler.org)

Now to address development cooperation; in many parts of the world this is still viewed strictly as international aid. This is a narrow understanding, since development cooperation is very much all the processes that are designed and implemented to support a country in development. The Development Cooperation Forum has set three functions or tasks; 1/ Support development efforts of countries to provide universal social basic standards, 2/ Promoting the alleviation of poverty, 3/ supporting countries efforts to participate actively in the provision of international public goods. The forum also sets criteria for engagement in development cooperation, which allows for easier categorisation of activities.<sup>4</sup>

*„Who defines what “peacebuilding” and “development cooperation” mean for the south? Who sets the priorities for development programs and decide what should be the focus?“*

Where is “peacebuilding” in this you might wonder? I would say all of them. There is a tendency in the conversation around development and programming to separate “topics” or “fields” of development. This I see, does more harm, since social/political issues are often interconnected and feed or fuel conflicts and so they should not be viewed independently. This would bring me to my next point, and to pose these questions that challenge our perception of power in development cooperation. Who defines what “peacebuilding” and “development cooperation” mean for the south? Who sets the priorities for development programs and decide what should be the focus? The answers unfortunately lay in main offices in Europe or North America, often set by civil servants for the “Global South” with little to no interactions with the contexts in question.

I would like to start by highlighting that the language used here to refer to countries in Africa, Asia, and South America as undeveloped is based on stereotypes as well as a form of othering that is meant to highlight Europe and North America as “developed”. There is little questioning around the validity of these claims. The terminology indicate the type of relationship of development cooperation. These terms must be challenged and reframed to address power imbalance.

The adopted approach also ensures that “developed” countries are in control of funding and decide unilaterally what issues should be addressed and who is targeted. This is changing slightly in the

recent years, with international organisations attempting to bridge between their “local” partners and donors. However, at the heart of it, the process remains very much colonial in character. It simultaneously decide for the people in the “global south” what their priorities are and ignores the role these governments take in the various conflicts as both contributing factors and perpetrators of different forms of violence.

*„To decolonise means to remove the colonial worldview and to change dysfunctional systems that benefit and operate on colonial legacy.“*

### **Decolonising Peacebuilding – why is that the future of cooperation**

Over the past years, there has been an increase in decolonial initiatives that target security, migration, and economy among other issues. To decolonise means to remove the colonial worldview and to change dysfunctional systems that benefit and operate on colonial legacy. The Black Lives Matter movement have prompted a discussion to examine colonial thinking within the Peacebuilding field.<sup>5</sup> Decolonisation of the Peacebuilding field means to allow for even broader voices affected by colonial structures to contribute to the transformation of said structures. It also means shifting and changing the design of peace processes and programs so that impacted social groups can set the priorities for the various issues. The process of decolonisation means a massive shift first in thinking of how Peacebuilding can be but also engaging with an even wider range of stakeholders.

Lastly, and perhaps more importantly, to decolonise is to be critical of existing structures and question what benefits whom. Hegemonic power is always at the heart of such questioning, and on the long run, empowered communities are more able to sustainably resolve their issues than any third actor will, no matter how well funded they are. More research and learning must happen so we would know how this process could look like. Better, yet knowledge that is produced from countries that are still facing the consequences of colonial legacy.

International organisations and donors must review the bureaucratic process of their programming, to shift its mindset from having implementers to actual partners and stakeholders. Development cooperation is an important multilateral diplomacy exercise, it has the potential to bring people together in spite of their differences. But only if third actors or supporting communities are aware of their role and power.

#### References

- <sup>1</sup> “Terminology | United Nations Peacekeeping.” <https://peacekeeping.un.org/en/terminology> (May 16, 2022).
- <sup>2</sup> “What Is Peacebuilding? | Conciliation Resources.” <https://www.c-r.org/who-we-are/why-peacebuilding/what-peacebuilding> (May 16, 2022).
- <sup>3</sup> “What Is Peacebuilding? - International Alert.” <https://www.international-alert.org/about/what-is-peacebuilding/> (May 16, 2022).
- <sup>4</sup> “Preparing for Post-2015 and 2016 DCF Objectives of Development Cooperation.” [www.un.org/ecosoc/dcf](http://www.un.org/ecosoc/dcf) (May 16, 2022).
- <sup>5</sup> “Decolonising Peacebuilding - Berghof Foundation.” <https://berghof-foundation.org/library/decolonising-peacebuilding> (May 16, 2022).

# Entretien avec Nora Schleich



par Raquel Luna

D'Logementskris am Paradox. Wëll Lëtzebuerg eng Zweeklasse-Gesellschaft? (La crise du logement en paradoxe : le Luxembourg veut-il une société à deux classes ?) publié dans FGFC Mag<sup>1</sup> par Dr. Phil Nora Schleich décrit le problème de la crise du logement et les dynamiques en jeu. Pour un nombre croissant de personnes, posséder une maison (et même en louer une) est devenu un sérieux défi, voire impossible. En janvier 2022, l'enquête d'opinion de l'Eurobaromètre a montré que le logement est la première préoccupation de la population au Luxembourg.<sup>2</sup>

## 1. Dans votre article « La crise du logement en paradoxe », vous évoquez l'épine dans le pied, à savoir la spéculation. Pouvez-vous la décrire ?

La crise du logement est un problème connu de presque tous ceux qui vivent au Luxembourg et à l'étranger, mais seules quelques personnes parlaient réellement de ce qui pouvait causer cette crise. L'article de 2021 mentionne que des membres du gouvernement ont déclaré à l'époque que la crise du logement et la spéculation n'étaient pas un sujet au Luxembourg. Les incitations spéculatives pour les propriétaires fonciers à ne pas vendre leurs terrains (pour donner plus de place aux logements) sont importantes. Quand on voit à quel point les prix des terrains ont augmenté ces dernières années, il est clair que les gens qui possèdent des terrains ne veulent pas les vendre parce qu'ils spéculent pour avoir plus d'argent dans 3, 4, 10, 20 ans, en raison de l'inflation des prix.

Au Luxembourg, 72% des terrains à bâtir sont en mains privées. Ces mains privées représentent 0,1% de la population. C'est un paradoxe incroyable que la plupart

*„Au Luxembourg, 72% des terrains à bâtir sont en mains privées. Ces mains privées représentent 0,1% de la population.“*

des terrains à bâtir soient entre les mains de seulement 0,1% de la population. Très peu de personnes profitent de la spéculation et elles semblent avoir du pouvoir leur permettant de conserver leurs terres, de sorte que personne, pas même l'État, ne semble capable d'y remédier. Il est fort probable qu'une grande partie de ce 0,1% travaille dans le gouvernement ou dans des emplois bien rémunérés ou qu'ils votent pour les personnes qui, en politique, sont prêtes à ne pas aborder ces sujets. La spéculation n'a pas d'adversaires dans ce domaine, sauf peut-être les « petits gens » qui essaient de montrer que cela ne marche plus, qu'ils se saignent pour pouvoir se payer un logement. Les personnes qui travaillent au Luxembourg mais n'y vivent pas n'ont pas de droit de vote au Luxembourg et ne profitent pas de la spéculation foncière.

## 2. Quelle est cette société à deux classes qui est créée par la crise du logement ?

D'un côté, il y a les personnes qui travaillent et paient des impôts ici, mais qui ont du mal à louer un logement au Luxembourg. Cela comprend : les étrangers qui vivent dans leur pays et qui viennent tous les jours travailler<sup>3</sup> ; la plupart des jeunes et des étrangers qui n'occupent pas de postes haut placés ou ne sont pas issus de familles aisées ; les personnes, luxembourgeoises et étrangères, qui décident



© Alain Grohs

Dr. Phil Nora Schleich publie régulièrement des articles dans différentes publications luxembourgeoises liant la philosophie éthique à l'actualité. Elle donne des conférences en philosophie esthétique pour le grand public au « CAPE » à Ettelbruck. Elle a fait sa licence et son master en philosophie à l'Université du Luxembourg. A l'Université Johannes Gutenberg, elle a obtenu son doctorat sur l'« Analytique du sublime » d'Emmanuel Kant.

maintenant de vivre en dehors du Luxembourg. D'un autre côté, vous avez des personnes qui occupent des postes très bien rémunérés (par exemple, dans des entreprises riches que le Luxembourg est fier d'accueillir ici) et des personnes dont la famille est riche ou qui ont reçu un héritage important.

Les banques catalysent également la dynamique de ce système à deux classes. Elles accordent des prêts principalement aux personnes qui disposent d'une sécurité considérable (garantie), c'est-à-dire normalement une personne ayant un emploi stable et bien rémunéré et/ou un héritage ou des parents riches. Le prêt signifie toujours un engagement à rembourser des dettes énormes pendant 20 à 30 ans. Les personnes qui ne répondent

pas à ces critères n'obtiennent pas facilement un prêt immobilier. Les banques favorisent les prix élevés des logements car elles génèrent des personnes qui peuvent se les offrir. Dans le même temps, elles entravent les personnes qui ne disposent pas d'un patrimoine suffisant.

**3. La dynamique de la spéculation, de la protection des investissements, de la lenteur de la bureaucratie, de l'absence de débat autour de la question du logement, d'une Realpolitik qui aggrave la situation, etc. Est-elle toujours en jeu un an après ? Y a-t-il eu des changements ?**

La situation a changé dans le sens où l'opinion publique en est de plus en plus consciente. Les personnes qui se saignent pour pouvoir payer leurs factures, sont absolument conscientes du problème. La classe sociale qui n'est pas directement touchée (entre autres, les politiciens) commence à s'y intéresser parce que les personnes concernées commencent à montrer leurs craintes, à manifester et à discuter davantage.

La conscience de la crise du logement s'est accrue pendant la pandémie, lorsque les Luxembourgeois ont eu peur que la France ferme ses frontières. Finalement, les frontières n'ont jamais été fermées, mais que se serait-il passé si la France avait fermé les frontières ? Cela aurait été une tragédie. Les deux tiers des travailleurs de la santé sont des travailleurs transfrontaliers. Nous dépendons de personnes qui viennent de l'autre côté de la frontière.

Il y a un changement dans la politique : les politiciens reconnaissent qu'ils doivent s'attaquer à la crise du logement. La question est de savoir s'ils mettent l'accent sur le sujet afin de remplir leur fonction ou s'ils se préoccupent réellement de la manière dont la dynamique actuelle fonctionne et de l'évolution de la société. Changer les lois, c'est-à-dire changer les incitations pour les spéculateurs, pourrait signifier pour les politiciens de se nuire à eux-mêmes en tant que personnes privées. Prendre la crise du logement au sérieux implique des changements fondamentaux et l'accep-

tation de la diminution des profits des spéculateurs.

Certains programmes sont là pour aider (par exemple les projets de construction), mais le niveau des constructions annuelles (quelques centaines) est très loin des besoins actuels (quelques milliers). Nous devrions tous nous demander ici et maintenant, honnêtement, si nous continuons à mettre un pansement sur le problème en finançant ici et là un peu, ou si nous osons nous intéresser à la vraie racine en sachant que cela va nuire à nos intérêts personnels. Nous devons en discuter.

**4. Dans votre article, vous évoquez trois attitudes spécifiques qui sont à l'origine de la crise actuelle du logement : premièrement, une vision de la propriété immobilière comme simple investissement et non comme une finalité pratique (d'y faire vivre réellement des personnes) ; deuxièmement, la satisfaction de ses propres intérêts au détriment des besoins généraux de la société ; et troisièmement, le besoin permanent d'une forte croissance économique pour maintenir un niveau de vie élevé, ce qui sous-entend que davantage de personnes viennent travailler au Luxembourg. Que peut-on faire contre ces attitudes ?**

Maintenant, cela devient philosophique. Je pense que cela remonte à l'image que nous avons tous apprise dans notre enfance de ce à quoi ressemble une bonne vie, une vie réussie. Dès notre plus jeune âge, nous avons l'impression que notre objectif est de posséder, d'avoir, de créer de la valeur et de faire quelque chose de notre vie, comme avoir une maison, deux voitures, trois enfants et demi et deux chiens. Tout le monde veut régner sur son propre domaine. Après les guerres mondiales où presque personne ne possédait plus rien, cette tendance était compréhensible. Cette impression de sécurité personnelle rassurante était bonne. Aujourd'hui, ces valeurs, qui constituent la base du fonctionnement de notre société, posent un gros problème en raison des ressources limitées. Il n'est pas pos-

sible que tout le monde ait et possède de plus en plus de choses, et ce sans limites.

Nous vivons dans une société hypercapitaliste où la consommation crée plus de « besoins » et plus de choses pour satisfaire ces besoins... encore et encore. Nous vivons dans ce cercle vicieux. Les formes sociétales propagées par le capitalisme nous empêchent de vivre notre vie personnelle. Nous continuons à nous appuyer sur le dogme de la croissance infinie (pour favoriser la consommation et la production) et il fixe notre norme sociale. C'est un paradigme. Même si tout ne s'écroulait pas, nous nous en tenons à cette idée. Si nous continuons à nous accrocher à cette idée, nous n'accepterons jamais ou n'apprendrons jamais qu'il est possible d'envisager d'autres modes de vie. C'est une « Hamsterrad », une roue de hamster, qui nous empêche de prendre de la distance par rapport à nos modes de vie actuels pour nous demander ce dont nous avons réellement besoin.

Je pense que nous pouvons dire que nos besoins biologiques ne ressemblent pas à cela. Notre épanouissement spirituel ou mental ne repose pas essentiellement sur la consommation ou la collecte de biens. Une croissance infinie n'est pas le prérequis d'une vie épanouie et décente. Nous avons tous ces besoins capitalistes qu'on nous apprend à accepter. Mais ce n'est pas ce dont nous avons besoin. Avoir la possibilité d'acheter 20 paires de nouvelles chaussures chaque année en est un exemple. Le libéralisme et le socialisme nous ont appris que la liberté réside dans le fait de pouvoir ou d'être autorisé à faire ce que l'on veut. Une telle liberté, un tel « Wohlstand », est une chimère. Il y a de la fortune, du « Wohlstand », dans d'autres choses que la consommation.

Ce dont les êtres humains ont besoin en tant que zoon politikon, selon Aristote, c'est d'être ensemble, de vivre ensemble, et d'être suffisamment libres pour vivre leurs propres rêves comme pour vivre selon leur propre potentiel. La vraie liberté signifie, en fait, ne pas être dépendant de ces besoins qui ne sont pas nos besoins biologiques. Bien sûr, nous avons des besoins que nous devons satisfaire,

comme la nourriture, le logement et la sécurité. Mais la liberté ne consiste pas à satisfaire des consommations extérieures. La liberté, selon Aristote, signifie ne pas être dépendant de nos besoins autres que biologiques et ne pas dépendre d'une valeur extérieure. Ces besoins sont également satisfaits dans une société qui ne dépend pas d'une croissance sans fin.

Alors, que pouvons-nous faire face aux attitudes mentionnées ci-dessus ? Il faut se demander à nouveau ce dont nous avons réellement besoin et non ce dont le capitalisme a besoin pour se maintenir. L'individu n'est pas le seul à pouvoir agir. Il est nécessaire que la politique trace les grandes lignes. Nous en avons besoin.

### 5. Peut-on analyser la crise du logement au Luxembourg comme un conflit pour les « ressources » et de quelle manière ?

Qu'est-ce que le logement ? Le logement est un besoin fondamental pour qu'une personne puisse développer sa vie. Il est impossible de vivre sans logement. Dans d'autres régions, ils se battent pour avoir de l'eau, et de la terre pour cultiver de la nourriture. Ici, nous avons assez d'argent pour payer tout cela, mais nous nous battons pour avoir assez d'espace, de terre, pour simplement vivre. Donc, oui, je dirais que c'est un grand conflit pour les ressources. Et c'est un peu tragique parce qu'ici nous voyons que même si les salaires sont très élevés, nous n'arrivons plus à nous payer un logement. Nous

commençons à apprendre que l'argent n'arrange pas tout.

### 6. Que pensez-vous de la possibilité d'aborder simultanément la crise du logement (besoin croissant de terres pour la construction de logements), la crise environnementale<sup>4</sup> (perte croissante de terres, d'écosystèmes et de biodiversité) et la crise alimentaire (hausse des prix des denrées alimentaires et demande de plus de terres pour l'agriculture locale) ?

C'est une question délicate. J'aimerais revenir ici à la Grèce antique, et à leur notion de liberté dans le sens de l'autosuffisance. Pour vivre dans ce qu'ils appelaient l'autarcie. Cela signifie que la société n'a pas besoin de compter sur quelqu'un d'autre car elle peut subvenir à ses besoins. Pour moi, le seul choix permettant un avenir est d'incorporer tous les besoins de toutes les parties en tant que communautés vivant ensemble de manière à travailler la terre, à respecter la terre et à vivre avec la terre. C'est-à-dire en respectant à la fois la terre et les besoins personnels. Cela signifie cultiver, prendre soin des processus naturels et orienter le mode de vie dans le but d'être en accord avec le monde vivant qui les entoure. Par monde vivant, je n'entends pas les grandes villes avec de l'argent et des bâtiments, mais le sol, l'air, l'eau, les plantes, les animaux... car nous sommes des êtres biologiques. Nous sommes issus de la nature et nous appartenons à la nature. Vivre dans la nature avec la na-

ture pour la nature revient à vivre notre vie avec nous, avec nos autres compagnons, pour eux, pour nous, pour notre avenir ensemble. Je ne vois pas comment il serait possible de faire autrement à l'avenir.

Nous avons oublié d'où nous venons, à qui nous appartenons. Les gens tombent malades parce que nous sommes sortis de nos corps et de nos esprits ; nous sommes sortis de notre place réelle dans la nature. Il n'est pas illusoire de penser que lorsque vous vous rendez dans la forêt pour une longue promenade et que vous respirez profondément, vous vous sentez beaucoup mieux. Il n'est pas illusoire de constater le nombre croissant de jeunes patients suivis par des psychiatres et qui sont incapables de faire face au mode de vie actuel. Il n'est pas illusoire que les crises actuelles mettent en lumière le fait que de nombreuses personnes ne trouvent plus leur place dans cette société et ce mode de vie. Il y a un grand sentiment de perte de connexion à la vie, à la société. Un sentiment d'être perdu.

Je ne suis pas anti-progrès, mais contre un mode de vie qui ne correspond pas à nos besoins naturels. Nous avons besoin de la technologie, oui, mais d'un progrès technologique qui aide à maintenir la nature dans laquelle nous vivons et non à la détériorer davantage.

#### Notes

<sup>1</sup> «D'Logementskris am Paradox. Wëll Lëtzebuerg eng Zweeklasse-Gesellschaft?», in: FGFC Mag', Numéro 18, Automne 2021, pp. 36-41.

<sup>2</sup> L'opinion publique dans l'Union européenne : rapport national Luxembourg, Eurobaromètre Standard 96 travail de terrain : janvier-février 2022. <https://download.rtl.lu/2022/04/11/d7a3d727bafd772b949151add62a157e.pdf>

<sup>3</sup> Selon une étude du Stateg publiée en novembre 2020, les travailleurs transfrontaliers représentaient 45,5% de l'emploi salarié national, tandis que les ressortissants luxembourgeois représentaient 26,7% et les résidents étrangers (non-nationaux) 27,8%. <https://today.rtl.lu/news/luxembourg/a/1618904.html>

<sup>4</sup> « Seuls 13,4 % des arbres au Luxembourg étaient en bonne santé en 2019, selon le Stateg. Les autres sont légèrement ou gravement endommagés. » de Quand un arbre tombe dans la forêt, Misch Pautsch. Publié dans Letzebuurger Journal le 7 jan. 2021 : <https://journal.lu/fr/quand-un-arbre-tombe-dans-la-foret>



© TheTurducken, License CC BY-SA 2.0

Photo de Luxembourg



# The Marcos Dynasty Returns to Power after a campaign marked by disinformation and electoral irregularities



Julie Smit

When Filipinos voted in the 9 May national elections, those hoping for change and an end to the disastrous human rights situation under incumbent president Rodrigo Duterte were already resigned to the fact that the election would not be fair and that their hopes had little chance of being realised. Their fears were confirmed when the results were announced, giving the “UniTeam” tandem of Ferdinand Marcos Jr. and Rodrigo Duterte’s daughter Sara a landslide victory, some 60 % of the votes.

**M**arcos Jr. is the son of the former dictator of the same name, who was responsible during his presidency (1965 – 1986) for massive human rights atrocities and stealing billions of dollars from public funds. He was finally forced into exile in Hawaii with his family after a popular uprising in 1986. For the thousands of victims of martial law under Marcos between 1972 and 1981 it had always been unthinkable that the Marcos clan could ever return to power. However, members of his family, including his son Ferdinand Marcos Jr., returned in 1991 and started a long campaign to restore their image, once again playing an active role in politics. Rodrigo Duterte has regularly expressed his admiration for the former dictator, favouring his rehabilitation and arranging for his body to be moved to the Heroes’ Cemetery in Manila shortly after coming to power in 2016.

Sara Duterte, who had followed in her father’s footsteps as mayor of Davao in the Southern island of Mindanao and was considered to have the best chances of becoming the next president, decided to run for the vice-presidency rather than

opposing Marcos in a bid for the presidency. It was a tactical decision that paid off for the tandem. Like Marcos Jr., who has refused to publicly acknowledge the crimes of his father and has promised if elected president to protect Rodrigo Duterte from investigation by the International Criminal Court into accusations of crimes against humanity linked to his bloody “war on drugs” during his term in office, Sara Duterte staunchly defends her father’s policies and promises to ensure their continuation.

Philippine civil society had campaigned intensively for decades against the rehabilitation and return to power of the Marcos clan. When Marcos Jr. announced his candidature, martial law victims and rights groups launched the Campaign Against the Return of the Marcoses and Martial Law (CARMMA), describing his announcement as “a brazen show of disregard and contempt for the thousands of Filipinos killed, disappeared, tortured, displaced and violated, and the Filipino nation whose economy was plundered and wrecked during the Marcos dictatorship”. Their slogan “Never Again” was prominent.



© Carlo Manalansan / Bulatlat

## International Observers find evidence of widespread election irregularities

In view of the appalling human rights situation under Duterte and the widespread corruption and violence that has accompanied earlier elections in the Philippines, the International Coalition for Human Rights in the Philippines (ICHRP) saw an urgent need for independent monitoring of the elections and sponsored an International Observer Mission (IOM) that would cover the election period from February 2022 through election day on May 9 up until the confirmation of the elected candidates in June.<sup>1</sup> ICHRP is a global network campaigning for a just and lasting peace in the country that works closely, among others, with the human rights organisation Karapatan, one of ASTM's partners in the Philippines.

The seven-member IOM included the General Secretary of the International Trade Union Confederation, a member of the Belgian Parliament, the Former Secretary General of the World Communion of Reformed Churches and representatives of ICHRP. During April and May they visited several regions of the country and held discussions with a broad sector of the population, including national and local election candidates.

Presenting their findings in an Interim Report released on May 19, the members of the IOM stated that “the May 9 2022 Philippine National Elections were marred by a higher level of failure of the electronic voting system than ever before, a higher level of blatant vote-buying, a disturbing level of red-tagging<sup>2</sup> and a number of incidents of deadly violence. A large number of voters did not get to cast their vote, many found their name was no longer on the voter roll, and many had to trust that election officials would later put their marked ballot paper through a Vote Counting Machine (VCM).” Furthermore Filipino overseas workers

had experienced obstacles to voting; it is estimated that less than one third of them may have voted.

The observers also reported that from the start the election campaign had been marred by human rights violations. Already in the second week of campaigning five people, including two volunteer teachers at a school for Indigenous People, were killed, accused of being members of the Communist Party. In addition to the political killings, there was evidence of shootings, abductions, death threats, arrests, red-tagging and harassment of candidates, their supporters and journalists.

Especially after it became clear that the popularity of Marcos' main opponent, the current vice-president Leni Robredo, was increasing, she and members of her family were targeted in smear campaigns on social media by the Marcos camp. Generally the election campaign was marked by large-scale disinformation tactics, in particular the recasting of the long rule of Ferdinand Marcos as a golden age for the country, a period of stability and substantial investment in infrastructure. In fact many of these infrastructure projects led to massive borrowing, leaving the country with massive foreign debts, and also served to line the pockets of Marcos and his allies.

In view of the serious election irregularities identified by the observers mission, ICHRP considers that the election can in no way be considered “free and fair”.

### Signs of things to come

Many Filipinos are deeply concerned that with the Marcos-Duterte tandem in office and the recent appointment of Sara Duterte to the position of Education Secretary this falsification of the martial law era will become the prevailing narrative in schools, preventing students from learning the truth about those times. Just days after the election, as a sign of what is likely to come, a renowned chil-

dren's book publisher, Adarna House, was accused by the National Intelligence Coordination Agency of being infiltrated by communists and radicalizing children against the government for publishing a set of books, the “Never Again Bundle”, about the martial law period under Marcos Sr. The disturbing incident has led to a strong backlash of protest from writers, historians and the academe as well as civil society groups.

In a reaction, Tinay Palabay, Secretary General of the human rights network Karapatan believes that countering disinformation on the martial law regime will now become more important than ever in the face of a “tsunami of fake news and disinformation about the realities in contemporary Philippine history, especially during the Marcos Sr. and Duterte Sr. regimes. We should do all we can to contend with the further miseducation of young Filipinos.”<sup>3</sup>

While Philippine civil society is extremely apprehensive about what lies ahead under the Marcos-Duterte tandem, a mass movement opposing the new regime has emerged from the election campaign even stronger and is ready to continue to stand up to any future suppression and violation of rights.

ICHRP has expressed its support for and solidarity with the “growing movement challenging the fraudulent elections in the Philippines and the threat to basic rights posed by an incoming Marcos presidency” and calls on the international community to increase its focus on the human rights situation in the Philippines and step up its support for democracy and justice in the country.

#### Footnotes

<sup>1</sup> For detailed information on the work of ICHRP and the IOM: <https://ichrp.net/>

<sup>2</sup> The practice of accusing people, especially activists or government critics, of being members of or linked to the Communist Party of the Philippines is commonly referred to as red-tagging. It regularly leads to death threats and the extrajudicial killing of those targeted.

<sup>3</sup> <https://www.karapatan.org/karapatan+slams+ntf+elcacs+red+tagging+overdrive+sara+dutertes+possible+deped+portfolio+under+marcos+jr>

# Coin CITIM

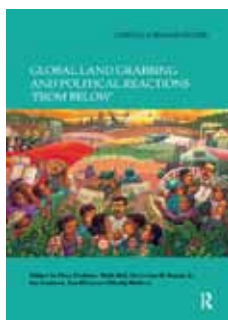


Anne Müller

## Global Land Grabbing and Political Reactions 'from Below'

When the 2007-2008 food and financial crises triggered a global wave of land grabbing, scholars, activists and policy practitioners assumed that this would be met with massive peasant resistance. As empirical evidence accumulated, however, it became clear that political reactions 'from below' to land grabbing were quite varied and complex. Violent resistance, outright expulsions, everyday 'weapons of the weak' and demands for better terms of incorporation into land deals were among the outcomes that emerged. Readers of this collection will encounter a multinational group of scholars who use the tools of social movements theory and critical agrarian studies to examine cases from Argentina, Mexico, Guatemala, Nicaragua, Colombia, Ethiopia, Madagascar, Mozambique, Uganda, Mali, Ukraine, India, and Laos, as well as the Rio +20 Sustainable Development Conference. Initiatives 'from below' in response to land deals have involved local and transnational alliances and the use of legal and extra-legal methods, and have brought victories and defeats. (Routledge)

Ed. by Marc Edelman et al., Routledge, 2019, 454 pp.



## Des héros pour la terre - Des citoyens qui défendent la planète

Partout sur la planète, des hommes et des femmes se battent pour protéger l'environnement. Malgré les conséquences désastreuses et visibles du réchauffement climatique, leur lutte est souvent une course d'obstacles. Ils doivent surmonter l'égoïsme, l'indifférence, le mépris, la lâcheté ou la paresse de leurs concitoyens et des responsables politiques. La plupart n'ont pas d'autre choix que de défendre leur terre, leur eau, leur forêt. Leur survie en dépend. De la Tasmanie à la Chine, Du Gabon au Chili, cette galerie de portraits illustrée avec un humour grinçant par Alain Pilon évoque les nombreuses menaces provoquées par la course au profit et à l'exploitation intensive des ressources. Des exemples nécessaires. (Actes Sud)

Isabelle Collombat, ill. par Alain Pilon, Actes Sud, 2016, 120 p



## Der Lithium-Rush: Sozial-ökologische Konflikte um einen strategischen Rohstoff in Argentinien

Lithium ist ein Rohstoff, der im Rahmen von Energiespeichern für erneuerbare Energien und die Elektromobilität dringend erforderlich erscheint, um die globale Klimakrise in den Griff zu bekommen. Dabei werden bislang eher abgelegene Regionen in Globale Produktionsnetzwerke integriert. Am Beispiel des Hochlands in Nordwest-Argentinien analysiert Felix M. Dorn die beteiligten Akteure und die vorherrschenden Machtverhältnisse, die Reproduktion von Entwicklungs- und Fortschrittsdiskursen sowie die Gründe für das Ausbleiben oder die Eskalation von lokalen Konflikten.

Dorn verdeutlicht, dass die gegenwärtigen Bestrebungen nachhaltiger Entwicklung vielfach auf einer Ausweitung extraktiver Aktivitäten, der Vertiefung globaler Machtungleichgewichte und sozial-ökologischer Ungleichheiten basieren. Dieses Buch zeigt, dass Lösungsansätze für die Krisendimensionen der Gegenwart über die Green Economy hinausgehen müssen - und leistet dabei einen Beitrag zu einer vielschichtigen Transformationsdebatte. (oekom)

Felix Dorn, oekom Verlag, 2021, 200 S.



